



Focus

Vers un Service Public d'accueil du jeune enfant - Rapport du CESE / BLANC Marie-Andrée, COTON Pascale

Conseil économique, social et environnemental, 03/2022, 78 p

https://www.lecese.fr/sites/default/files/pdf/Avis/2022/2022_04_sp_accueil_enfance.pdf

Suite à la saisine du Premier ministre en décembre dernier, la commission des affaires sociales et de la santé du CESE a, par la voix de ces deux rapporteuses Pascale Cotton et Marie-Andrée Blanc, présenté son avis sur les conditions d'un service public de la petite enfance. Un avis rendu en un temps record, après auditions et tables rondes, qui a abouti à 15 préconisations. Un avis qui dresse un constat en demi-teinte de la situation actuelle et qui s'articule autour de trois grands axes : la gouvernance, le libre choix effectif des parents, les besoins des enfants et les spécificités des familles.

https://www.lecese.fr/sites/default/files/pdf/Fiches/2022/FI04_sp_accueil_enfance.pdf

Vers un service public territorial de l'autonomie / LIBAULT Dominique

Ministère des solidarités et de la santé, 03/2022, 161 p

<https://handicap.gouv.fr/vers-un-service-public-territorial-de-lautonomie-dominique-libault-remet-son>

Dans son rapport Dominique Libault préconise un rapprochement territorialisé des différents acteurs de l'autonomie : du sanitaire et du social d'une part, et des collectivités territoriales, de l'État, des ARS et de la Sécurité sociale d'autre part. L'objectif est ainsi de mieux coordonner l'ensemble de ces acteurs pour assurer une véritable continuité de l'accompagnement, en proximité.



Veille sectorielle

Action éducative/Sport - Action internationale/Europe

Aménagement et développement des territoires

Culture - Droit public/Citoyenneté/Institutions/Collectivités territoriales/Achats Publics

Economie - Emploi/Formation - Finances publiques/Gestion locale

Fonction publique/Statut - Information/Communication/TIC

Management/Ressources humaines

Outre-Mer - Sciences Humaines/Société - Sécurité civile et publique

Services techniques et transitions écologiques

Social/Santé



On vous signale une expérience

Action éducative/Sport

Politique de la ville : le retour en grâce des acteurs de terrain [Dossier] / VIGNE LEPAGE
Véronique

Gazette des communes, des départements, des régions (Ia), 28/03/2022, n° 2608, p. 32-37

<https://www.lagazettedescommunes.com/797872/banlieues-le-retour-en-grace-des-acteurs-de>

Collectivités locales et Etat sont d'accord : il faut renforcer les moyens humains de la politique de la ville, notamment depuis la crise sanitaire. Ils s'associent donc pour consolider les équipes en place ou créer de nouveaux postes et métiers.

Mais ces renforts s'appuient sur des dispositifs et contrats à durée limitée. Cela les fragilise, empêche ces agents comme leurs employeurs de se projeter et laisse planer l'incertitude sur la pérennité de services répondant à des besoins réels.

Porté par la dynamique des Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024, mais aussi par l'urgence induite par les effets de la crise, le sport voit également ses équipes renforcées. Avec, en particulier, de nouveaux acteurs et métiers de l'insertion.

Témoignage : Creil (Oise)

<https://archives.lagazettedescommunes.com/39895641/l-insertion-des-jeunes-par-le-sport-un->

<https://archives.lagazettedescommunes.com/39895645/-les-acteurs-associatifs-prennent-des>



Le Corner, tiers-lieux qui réinvente le service municipal de la jeunesse / VIGNE LEPAGE
Véronique

Gazette des communes, des départements, des régions (Ia), 28/03/2022, n° 2608, p. 42

<https://archives.lagazettedescommunes.com/39895657/le-corner-tiers-lieux-qui-reinvente-le-service->

La ville de Feyzin (Rhône, 9 950 hab.) a remplacé le service « jeunesse » par un tiers-lieu construit et géré en partenariat avec deux associations d'éducation populaire et les jeunes.

Sport : plus vite, plus haut, plus féminin / PICOT David

Gazette des communes, des départements, des régions (Ia), 21/03/2022, n° 2607, p. 42-44

<https://www.lagazettedescommunes.com/796998/sport-plus-vite-plus-haut-plus-feminin>

Entre stéréotypes et discriminations, de nombreux freins techniques, culturels ou sociaux persistent à la pratique physique et sportive des femmes et des jeunes filles.

Les collectivités ont un rôle majeur à jouer pour favoriser le développement du sport au féminin, étant propriétaires des équipements et en contact avec les associations.

Outre l'événementiel, la subvention représente le levier le plus employé. Avec l'enjeu de gommer, peu à peu, le caractère inégalitaire des politiques publiques sportives.

Un master pro qui apprend à gérer les projets éducatifs / PARNAUDEAU Maud

Gazette des communes, des départements, des régions (Ia), 21/03/2022, n° 2607, p. 30

<https://www.lagazettedescommunes.com/795374/un-master-pro-qui-apprend-a-gerer-les-projets->

Un parcours cadre éducatif forme les futurs managers du secteur à travailler en partenariat et à analyser leurs pratiques. Le master de l'Université de Nice est monté en partenariat avec le CNFPT et l'Association nationale des directeurs et des cadres de l'éducation des villes et des collectivités (Andev).

"Plus le niveau d'éducation augmente, plus les attentes en matière d'épanouissement sont fortes" - Entretien avec Camille Peugny, sociologue / BRILLET Frédéric

Entreprise et carrières, 14/03/2022, n° 1567, p. 16-17

Dans son ouvrage intitulé "Pour une politique de la jeunesse", publié au Seuil, Camille Peugny consacre de longs développements au travail et à la formation et dresse le portrait d'une jeunesse fracturée par de multiples inégalités. Pour y remédier, il prône l'instauration d'une véritable politique de la jeunesse.

Cantines scolaires : s'adapter aux évolutions législatives / NEDEY Fabienne

Maires de France, 03/2022, n° 399, p. 40-41

Répondre aux nombreuses exigences est un défi pour les gestionnaires des cantines. Revue des principales obligations et solutions.

<https://ma-cantine.beta.gouv.fr/accueil/>

[Retour sommaire](#)

Aménagement et développement des territoires



Rayonnement, royalties... les atouts des licences de marque / SIGOT Françoise
Gazette des communes, des départements, des régions (la), 28/03/2022, n° 2608, p. 46
<https://archives.lagazettedescommunes.com/39895669/rayonnement-royalties-les-atouts-des->
Lyon valorise deux de ses marques et propose aux entreprises locales de devenir sous-licenciées. Le but : améliorer sa visibilité et dynamiser l'économie.

« L'attractivité territoriale est un mythe »

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 28/03/2022, n° 2608, p. 22-23
<https://www.lagazettedescommunes.com/796852/%e2%80%89attractivite-territoriale-est-un->
Dans une logique néolibérale, les politiques de compétitivité et d'attractivité encouragent chaque territoire à valoriser ses propres atouts. Un non-sens selon Michel Grossetti, sociologue, professeur à l'université Jean-Jaurès de Toulouse et directeur de recherche au CNRS.

Tourisme et métavers : vers une généralisation du voyage virtuel ? / AÏDI Naïma

TheConversation.com, 21/03/2022
<https://theconversation.com/tourisme-et-metavers-vers-une-generalisation-du-voyage-virtuel->
Comment le métavers pourrait-il s'emparer du tourisme, une pratique qui nécessitait jusqu'ici un déplacement physique ?

A Poitiers, la sobriété foncière comme ligne de conduite

Traits urbains, 03/2022, n° 126, p. 54-55
Désormais aux mains des écologistes, Poitiers entame sa mue urbanistique.
Décidée à pousser "au maximum les curseurs environnementaux" dans chacun de ses projets, la nouvelle équipe mise plus que jamais sur la sobriété foncière. Bien décidée à convaincre qu'un développement urbain reste possible sur ces principes.

Projets immobiliers : nouvelles règles du jeu [Dossier]

Traits urbains, 03/2022, n° 126, p. 24-37
Pactes et chartes pour la construction durable, manifeste du bâtiment frugal... Pour mieux maîtriser les réponses au dérèglement climatique via l'aménagement urbain, villes et métropoles formalisent des engagements auxquels les développeurs immobiliers sont invités à souscrire. Il leur est demandé plus de sobriété, de réversibilité, de végétalisation, de concertation... En retour, les promoteurs et investisseurs attendent davantage de visibilité. La même ambition de dialogue éclairé se traduit dans des modes de consultation renouvelés.
Comment s'organise ce cadre de relation public-privé qui se veut plus efficace ?

Tiers-lieux : quand les pouvoirs publics s'en mêlent... [Dossier]

Horizons publics, 03/2022, n° Hors-série hiver 2022, 60 p.
<https://www.horizonspublics.fr/revue/hiver-2022/tiers-lieux-quand-les-pouvoirs-publics->
En France, la notion de « tiers-lieux » connaît un succès grandissant depuis une quinzaine d'années. Pourtant, derrière cette expression, on observe des réalités très différentes et une incroyable diversité de dynamiques, de lieux, de projets, d'acteurs, de collectifs, etc. Avec près de 2 500 tiers-lieux en France et plus de 2 millions de personnes par an qui s'y rendent pour réaliser des projets ou travailler, il s'agit d'un véritable phénomène de société, qui démontre la capacité de la société civile à faire ensemble, à s'organiser pour produire des solutions au plus près des besoins. La société civile (entreprises, associations et citoyens) fait ainsi irruption dans la construction des politiques publiques. L'essor de ce mouvement et son accélération doivent nous conduire à repenser, plus fondamentalement, la relation entre les administrations et la société civile : privilégier le faire avec, lâcher prise pour accepter l'essai-erreur, consolider des partenariats public-communs, sortir d'une approche en silos et travailler de manière transversale, inter-services et inter-territoriale.

[Retour sommaire](#)

Réhabiliter les friches : opportunités et méthodologie

Techni.cités, 03/2022, n° 351, p. 28-30

Quel est le point commun entre une usine désaffectée, une ancienne station-service et une copropriété abandonnée ? Ces sites peuvent être des opportunités pour les collectivités de construire sur un sol déjà artificialisé et souvent bien localisé.

Espagne : l'étude qui valide les bienfaits de la piétonisation / KOCH Marjolaine

Lettre du cadre territorial (la), 03/2022, n° 556, p. 48-49

<https://www.lettreducadre.fr/article/espagne-l-etude-qui-valide-les-bienfaits-de-la-pietonnisation.50539>

Pour la première fois, un groupe de chercheurs espagnols a mené une étude fine pour vérifier l'impact de la piétonisation sur les commerces. Le verdict est sans appel : moins il y a de voitures, plus le chiffre d'affaires grimpe.

Le long chemin de l'école sans voiture / DESCAMPS Olivier

Techni.cités, 03/2022, n° 351, p. 15-20

La mobilité scolaire semble une bonne entrée pour s'attaquer à l'omniprésence des véhicules individuels dans l'espace public. Sécurité aux abords des écoles, lutte contre la pollution, les raisons ne manquent pas pour chercher des alternatives. Par exemple avec le programme Moby, financé par les certificats d'économie d'énergie et qui fournit aux collectivités des moyens dédiés. Parmi les solutions récurrentes, les « rues scolaires » deviennent monnaie courante. Elles doivent être créées avec méthode. Attention à ne pas négliger des solutions plus traditionnelles comme le transport collectif.

Référentiel méthodologique de l'évaluation socioéconomique des opérations d'aménagement urbain / BAIETTO BEYSSON Sabine, COUTARD Olivier, Ministère de L'Ecologie

France stratégie, 03/2022, 174 p

<https://www.vie-publique.fr/sites/default/files/rapport/pdf/284405.pdf>

L'évaluation des grandes opérations urbaines dont la réalisation, et surtout les effets, sont inscrits dans le temps long est par nature complexe.

Une démarche d'évaluation socioéconomique des opérations d'aménagement consiste à mettre en regard des investissements financiers consentis les bénéfices matériels et immatériels d'une opération ainsi que ses coûts de tous ordres pour les différents acteurs concernés.

Le référentiel, élaboré au sein d'un groupe de travail et soumis à diverses consultations, a pour but de relever le défi de cette complexité.

Il constitue une démarche générale, à adapter à chaque opération, comparant les effets de l'opération avec ceux qui seraient observés en l'absence de l'opération

La démarche de l'évaluation socioéconomique des opérations d'aménagement urbain permet de satisfaire plusieurs thématiques :

- Répondre à un besoin croissant de transparence ;
- Justifier l'emploi des fonds publics ;
- Disposer d'un cadre de travail commun.



Bornes de recharge électrique sur l'espace public : qui va payer ? / CATTIAUX Séverine

Lettre du cadre territorial (la), 03/2022, n° 556, p. 40-41

<https://www.lettreducadre.fr/article/bornes-de-recharge-electrique-sur-l-espace-public-qui-va>

Pour inciter les particuliers à rouler en voiture électrique, une énergie « propre », les territoires ne rechignent pas à installer des bornes de recharge. Seulement, la note peut vite devenir salée. Si l'Eurométropole de Strasbourg a trouvé une formule intéressante, le Grand Poitiers et le Cher tâtonnent.

Le Dalo, perdu dans la masse des « prioritaires » / MENU Stéphane

Lettre du cadre territorial (la), 03/2022, n° 556, p. 38-39

<https://www.lettreducadre.fr/article/le-dalo-perdu-dans-la-masse-des-prioritaires.50474>

Le rapport de la Cour des comptes sur le droit au logement opposable, publié le 26 janvier, pointe plus particulièrement la responsabilité des collectivités locales et des bailleurs sociaux dans la non-effectivité de ce droit. Mais ces derniers n'acceptent pas de porter seuls le chapeau.

[Retour sommaire](#)

Culture

Les pratiques culturelles chamboulées de l'après-Covid

Monde (le), 21/03/2022, p. 24-25

Les confinements et contraintes sanitaires imposés par la pandémie ont modifié les habitudes de sortie des Français, comme l'illustrent des témoignages recueillis grâce à un appel sur « Lemonde.fr »

Bibliothèques : des évolutions pour le livre / NEDEY Fabienne

Maires de France, 03/2022, n° 399, p. 42

Deux lois introduisent de nouvelles dispositions sur les bibliothèques, le développement de la lecture publique et le soutien à l'économie du livre.

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/loi/2021/12/21/2021-1717/jo/texte>

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/loi/2021/12/30/2021-1901/jo/texte>

La censure des cathos intégristes / PLANSON Cyrille

Scène (la), 03/2022, n° 104, p. 50

A Nantes, le festival Variations, organisé par le Lieu Unique, a été perturbé de manière assez inattendue.

Tiers-lieux : des modèles à suivre ? [Dossier]

Scène (la), 03/2022, n° 104, p. 62-80

En pleine campagne ou en ville, les tiers-lieux sont les nouveaux fers de lance de politiques culturelles, sociales et économiques qui tentent de trouver de nouveaux modèles. Ils innovent et interrogent aussi, à leur manière, des schémas anciens et peut-être moins en phase avec les attentes de la société.

Agences régionales : l'adaptation permanente / PLANSON Cyrille

Scène (la), 03/2022, n° 104, p. 128-129

Les agences culturelles transforment en permanence leur manière de travailler.

Des Youtubeurs pour toucher les publics ? / PLANSON Cyrille

Scène (la), 03/2022, n° 104, p. 132-133

Encore peu nombreux, ils développent un propos singulier pour mobiliser des publics jeunes, curieux et rompus aux codes des réseaux sociaux.

Communiquer auprès des publics handicapés / JOUBERT Marie-Agnès

Scène (la), 03/2022, n° 104, p. 144-145

- L'accessibilité numérique
- Soigner l'accueil et la médiation

Responsable du mécénat : fiche métier / PLANSON Cyrille

Scène (la), 03/2022, n° 104, p. 152-153

- Formation et présentation du métier
- Ce qui fait un bon professionnel
- Les écueils à éviter
- La rémunération
- Les perspectives d'évolution

À Angers, le renouveau / LE ROY Tiphaine

Scène (la), 03/2022, n° 104, p. 130-131

- [compte-rendu de l'entretien avec Nicolas Dufétel, adjoint à la culture et au patrimoine]
- Une nouvelle SMAC [scène de musiques actuelles] pour la saison 2025-2026
- Un nouveau projet pour la danse
- Une montée en puissance pour l'opéra ?

[☞ Retour sommaire](#)

10 pistes pour réduire son empreinte carbone / JOUBERT Marie-Agnès

Scène (la), 03/2022, n° 104, p. 146-148

Les dix 10 pistes sont les suivantes :

- Réduire les jauges et les échelles
- favoriser la mobilité douce
- revoir les déplacements des artistes
- freiner l'usage du numérique
- diminuer l'alimentation carnée
- éco-concevoir son œuvre
- privilégier une scénographie durable
- renoncer aux équipements techniques énergivores
- la compensation carbone
- se former aux enjeux climatiques

Droit public/Citoyenneté/Institutions/Collectivités territoriales/Achats publics

Code pratique 2022 de la commande publique / MICHON Jérôme

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 28/03/2022, n° Hors-série, 154 p.

<https://archives.lagazettedescommunes.com/archives/DetailCahier/id/39888126>

Code de la commande publique annoté et commenté, à jour au 11/03/2022

- Entretien avec Laure Bédier, directrice des affaires juridiques au ministère de l'Economie et des Finances : "nous allons fusionner les données de recensement et les données essentielles pour faciliter la vie de l'acteur public"
- Une année d'actualité de la commande publique
- Les nouveaux seuils applicables
- Code de la commande publique consolidé, annoté et commenté : définitions et champs d'application ; marchés publics ; concessions.

Pour retrouver un climat social respirable, faisons de la reconnaissance une clé de l'action publique / BENZINE Rachid

Monde (le), 28/03/2022, n° 3251, p. 34

Construire une société digne implique de repenser les relations des citoyens aux institutions et de remettre la promesse d'égalité au cœur de la République, explique le politiste et écrivain, inquiet des menaces pesant sur la cohésion nationale

Biodiversité, égalité, insertion... le Spaser, schéma de la commande publique vertueuse / VILLEDIEU Clémence

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 21/03/2022, n° 2607, p. 48-49

<https://www.lagazettedescommunes.com/795672/biodiversite-egalite-insertion-le-spaser-schema-de>

Une collectivité peut utiliser la commande publique comme levier des politiques locales en faveur de la transition écologique, de l'insertion sociale et de l'économie locale.

Les acheteurs précisent, du sourcing à la rédaction des cahiers des charges, les priorités arrêtées. Les entreprises sont consultées et sensibilisées à suivre la voie.

Le Spaser, schéma de promotion des achats publics socialement et écologiquement responsables, décline les objectifs accompagnés d'outils, de clauses et d'indicateurs.

Témoignage : conseil départemental de Seine-Saint-Denis

[Retour sommaire](#)

Election présidentielle : campagne, banlieues, si loin, si proches [Dossier] / FORRAY Jean-Baptiste, GASPAR Romain, ELIE Mathilde

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 21/03/2022, n° 2607, p. 34-40

<https://archives.lagazettedescommunes.com/39876517/campagne-banlieues-si-loin-si-proches>

A moins d'un mois de l'élection présidentielle, la problématique des « fractures territoriales » s'invite dans la campagne. Contrairement à 2017, il n'est plus question de métropolisation mais d'opposition entre les territoires les plus fragiles de la République.

A l'heure où Eric Zemmour, Marine Le Pen et Valérie Pécresse opposent la "France des campagnes" à la "France des banlieues", chercheurs et spécialistes des collectivités s'accordent à dire que ce clivage est trop simpliste.

Loin des clichés, Cédric Clech, maire macroniste de la ville de Tonnerre, et son collègue Philippe Rio, l'édile communiste de Grigny, dialoguent pour montrer qu'ils partagent beaucoup plus que ce que l'on pourrait croire.

<https://archives.lagazettedescommunes.com/39876526/deux-maires-disent-non-a-la-guerre->

L'Etat néo-libéral face à lui-même : quand l'affirmation des valeurs républicaines bute sur le recul du service public / HENNETTE VAUCHEZ Stéphanie

Actualité Juridique. Droit Administratif, 21/03/2022, n° 10/2022, p. 570-577

L'article 1er de la loi confortant les principes de la République procède à une extension sans précédent des principes de laïcité et de neutralité. En dépit du fait qu'il s'insère dans un titre intitulé "Dispositions relatives au service public", il concerne en réalité à titre principal des salariés de droit privé qu'il soumet à des obligations nouvelles, de même que leurs employeurs ainsi que les autorités concédantes qui les associeraient à l'exécution de missions de service public. Ces nouvelles dispositions législatives révèlent un paradoxe, sinon une contradiction, au cœur de l'action publique qui, d'un côté, redéfinit et fragilise la notion de service public en le soumettant aux mêmes règles que les opérateurs économiques privés et, d'un autre, lui fait connaître un improbable retour en force en en faisant le pilier de sa politique d'affirmation des valeurs républicaines

Quel est le statut de la Corse ?

Vie publique, 17/03/2022

<https://www.vie-publique.fr/en-bref/284433-collectivites-quel-est-le-statut-de-la-corse>

Alors que le ministre de l'intérieur Gérald Darmanin a rencontré mercredi 16 mars 2022 de nombreuses personnalités politiques et économiques de Corse concernant une éventuelle évolution institutionnelle, qu'en est-il du statut de la Corse actuellement ?

Changer de nom de famille sera plus simple à partir du 1er juillet 2022

Service-public.fr, 07/03/2022

<https://www.service-public.fr/particuliers/actualites/A15547>

A partir du 1er juillet 2022, il sera possible de changer son nom de famille par simple déclaration à l'état civil. Une personne majeure pourra choisir de porter le nom de sa mère, de son père ou les deux. Cette procédure, introduite dans le code civil par la loi du 2 mars 2022 relative au choix du nom issu de la filiation, sera possible une fois dans sa vie. Un parent pourra aussi ajouter son nom à celui de son enfant, en informant l'autre parent. Si l'enfant a plus de 13 ans, son accord sera nécessaire.

Ordonnance n°2021-1310 du 7 octobre 2021 : Réforme des règles d'entrée en vigueur des SCOT et des PLUi / BENECH François

Actualité Juridique. Collectivités Territoriales, 03/2022, n° 3, p. 152-156

Les règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des schémas de cohérence territoriale (SCoT) et des plans locaux d'urbanisme intercommunaux (PLU(i)) souffraient d'un défaut d'intelligibilité. Leur recodification approximative, leur renvoi trompeur au droit commun et leur dématérialisation inachevée les rendaient d'application délicate. Une hésitation persistait de surcroît entre les mesures de publicité indispensables à l'entrée en vigueur des actes et les mesures purement informatives. L'article 7 de l'ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021, qui entrera en vigueur le 1er janvier 2023, tente de clarifier cet état du droit, avec un cap : la dématérialisation uniforme des SCoT et des PLU(i).

[Retour sommaire](#)

Ordonnance n°2021-1310 du 7 octobre 2021 : Nouvelles règles de publicité, entrée en vigueur et conservation des actes des collectivités / RANCON MEYREL Aurore

Actualité Juridique. Collectivités Territoriales, 03/2022, n° 3, p. 148-151

La loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique comporte un titre IV intitulé « Libertés locales : simplifier le quotidien du maire ». Au sein de ce titre, l'article 78 autorise le gouvernement « à prendre par voie d'ordonnance toute mesure relevant du domaine de la loi afin de modifier les règles relatives à la publicité des actes des collectivités territoriales et de leurs groupements, à leur entrée en vigueur, à leur conservation ainsi qu'au point de départ du délai de recours contentieux, dans le but de simplifier, de clarifier et d'harmoniser ces règles et de recourir à la dématérialisation ». C'est donc sur ce fondement qu'a été édictée l'ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements.

Ensemble et autrement - Action publique durable et responsable : se poser les bonnes questions (Livre blanc) / Cercle des Acteurs territoriaux, 03/2022, 32 p

<https://www.lecercledesacteursterritoriaux.fr/sites/lecercledesacteursterritoriaux.fr/files/documents/>

Partant du principe qu'il faut commencer par se poser les bonnes questions avant de proposer des réponses, nous avons dans ce travail collectif, choisi de formuler six axes de questionnement, non exhaustifs, pour tendre vers une action publique durable et responsable. Puis, riches de notre diversité nous avons confronté nos expériences, nos différences, nos croyances, mais aussi nos doutes, aussi bien comme acteurs publics que comme simples citoyens. De l'intérêt général au bien commun, de la place du citoyen dans une démocratie qui se cherche, du projet politique à la responsabilité sociale de nos organisations, du périmètre de l'action publique à l'adaptation de nos organisations, de leur attractivité et du lien indispensable à préserver dans nos équipes, notre premier objectif est d'inviter le lecteur, quel qu'il soit, en se posant certaines questions à porter un autre regard sur la sphère publique.

La loi renforçant la protection des lanceurs d'alerte définitivement adoptée / SZPYT Vincent

Magazine de l'ANDRH (Le), 03/2022, n° 616, p. 8-10

Les lanceurs d'alerte pourront réaliser directement un signalement externe sans passer au préalable par le canal interne. Cet assouplissement est apporté par la proposition de loi visant à améliorer la protection des lanceurs d'alerte que les sénateurs ont définitivement adoptée le 16 février 2022.

Leur protection sera également renforcée à l'encontre d'éventuelles mesures de représailles, et étendue à des personnes en lien avec le lanceur d'alerte, en particulier aux "facilitateurs" qui lui auront apporté une aide.

Les relations collectivités locales-Etats [Dossier]

Territoires du social, 03/2022, p. 16-23

- Relations collectivités locales-Etats - Un long fleuve pas tranquille
- "Engager un nouveau souffle décentralisateur"- Entretien avec David Lisnard, Président de l'AMF
- "Inscrire les relations Etat-collectivités dans un cadre contractuel, pluriannuel et transversal" - Entretien avec Sébastien Martin, Président d'Intercommunalités de France
- "Les élus locaux devraient davantage évoquer leur contribution au "système" France - Entretien avec Laurence Lemouzy, Directrice scientifique de l'Institut de la Gouvernance territoriale et Rédactrice en Chef de la revue "Pouvoirs Locaux"
- Les CRTE, "Un nouveau cadre de travail avec l'Etat
- Les CALPAE : perfectibles mais validées
- Quel avenir pour les contrats de Cahors ?
- "Adapter les politiques publiques aux spécificités territoriales sans mettre à mal le pacte républicain"

Les principales mesures de la loi "3DS" / BRIVET Xavier

Maires de France, 03/2022, n° 399, p. 50-51

La loi relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale comporte 271 articles. Tour d'horizon des principaux d'entre eux.

[Retour sommaire](#)

Loi 3DS : un accord inespéré pour la différenciation territoriale / REY Pierre-Stéphane

Lettre du cadre territorial (la), 03/2022, n° 556, p. 76-78

<https://www.lettreducadre.fr/article/loi-3ds-un-accord-inespere-pour-la-differenciation-territoriale.50544>

Trois ans après ses débuts, le texte relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale est finalement devenu texte de loi. Pourtant, de nombreux observateurs annonçaient l'abandon avant la fin du quinquennat...

Gérer la phase de réception des marchés [Dossier]

Contrats publics : l'Actualité de la commande et des Contrats publics, 03/2022, n° 229, p. 15-58

L'article 2 du CCAG-Travaux (2021) définit la réception comme l'acte par lequel le maître d'ouvrage déclare accepter l'ouvrage avec ou sans réserve. En apparence simple, cette phase essentielle soulève un certain nombre de questions : un formalisme doit-il être respecté lors de la décision de réception ? Quelles sont les modalités de réception en cas de retards d'exécution et d'inexécutions partielles des marchés ? L'émission de réserves permet-elle de différer la notification du décompte général ? Dans quels cas la réception judiciaire peut-elle être utilisée...? Outre ces questions, sera évoquée une procédure peu étudiée équivalente de la réception : la procédure d'admission dans le cadre des marchés de fournitures et de services.

Rapport d'information du Sénat n° 520 (2021-2022) - Pour une nouvelle dynamique démocratique à partir des territoires : la démocratie implicative / GATEL Françoise, HOULLEGATTE Jean-Michel

Sénat, 17/02/2022, 76 p.

<http://www.senat.fr/rap/r21-520/r21-5201.pdf>

Comment remédier au désintérêt croissant chez certains de nos concitoyens pour la chose publique et l'intérêt général ? Par quels moyens retisser le fil entre les Français et leurs représentants élus au niveau local ? Comment redonner du sens au débat public et le replacer au plus proche des habitants, riverains, responsables associatifs... afin que la vie de la Cité transcende les seuls intérêts particuliers et permette l'émergence de projets collectifs porteurs d'avenir ? Ces quelques questions résument les interrogations de tout élu local aujourd'hui, dans un contexte de montée régulière de l'abstention lors des élections et de crise de confiance à l'égard du politique. Longtemps cantonnée à la reproduction d'un modèle unique, la démocratie locale s'ouvre désormais à de nouvelles formes d'expression et de manifestation de la volonté générale. Certes, la démocratie représentative demeure la pierre angulaire de notre système, mais elle subit les contrecoups de la défiance à l'encontre des politiques. Aussi, a-t-on assisté à l'irruption à ses côtés ces dernières années de la démocratie participative, qui propose un autre mode d'organisation du débat public et invite à revisiter les conditions de la prise de décision par les pouvoirs publics en général, et plus singulièrement dans les collectivités territoriales.

<http://www.senat.fr/rap/r21-520/r21-520-syn.pdf>

Emploi/Formation

Ecoutez, bougez, apprenez !

Cerveau&Psycho, 04/2022, n° 142, p. 82-84

On nous l'a bien souvent répété : il est impoli de montrer du doigt, peu élégant de parler avec les mains ou encore de s'agiter sur sa chaise quand on assiste à un cours. À tort. Car en joignant le geste à la parole, ou à l'écoute, nous apprenons plus efficacement. Plusieurs études l'attestent...

Un master pro qui apprend à gérer les projets éducatifs / PARNAUDEAU Maud

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 21/03/2022, n° 2607, p. 30

<https://www.lagazettedescommunes.com/795374/un-master-pro-qui-apprend-a-gerer-les-projets->

Un parcours cadre éducatif forme les futurs managers du secteur à travailler en partenariat et à analyser leurs pratiques. Le master de l'Université de Nice est monté en partenariat avec le CNFPT et l'Association nationale des directeurs et des cadres de l'éducation des villes et des collectivités (Andev).

[↩ Retour sommaire](#)

Le contrat d'engagement jeune, parcours intensif pour renouer avec l'emploi / DESTOMBES Christelle

Inffo formation (I'), 15/03/2022, n° 1028, p. 2-3

Le contrat d'engagement jeune est déployé depuis le 1er mars 2022, dans toute la France. Il s'adresse aux jeunes sans emploi ni formation qui souhaitent s'engager activement dans un parcours vers l'emploi. "L'objectif, ce n'est pas de s'installer dans une allocation à vie Castex, venu signer les vingt premiers CEJ dans les locaux de Yookan, un tiers-lieu dédié à l'insertion, en Seine-Saint-Denis.

Bilan de la loi Avenir professionnel - Le nouveau visage de l'apprentissage

Inffo formation (I'), 15/03/2022, n° 1028, p. 9-14

La loi "Avenir professionnel" a donné l'impulsion en levant de nombreux freins. Les aides exceptionnelles à l'embauche ont fait le reste. Le nombre de jeunes formés en apprentissage n'a jamais été aussi élevé en France. Le maintien de cette dynamique dépend désormais des arbitrages qui seront pris en termes de financement, le succès de l'apprentissage ayant creusé le déficit du système. Ce sujet sera scruté de près par les centres de formation d'apprentis (CFA) qui ont dû faire évoluer leurs pratiques, leurs organisations et leurs modèles économiques pour s'adapter aux effets de la réforme.

Au sommaire : - Comment prolonger le succès de l'apprentissage ? - CFA : la réforme et la crise vecteurs de transformations

Se former dans les métavers, un futur possible

Inffo formation (I'), 15/03/2022, n° 1028, p. 24-25

Demain, chacun se formera dans un univers parallèle en 3D par un casque de réalité virtuelle ! le métavers, crée par la littérature de science-fiction, s'ancre dans la réalité. Simango, une start-up rennaise, annonce un hôpital virtuel augmenté dédié à la formation des soignants.

Aller sur le terrain [Dossier]

Education permanente, 03/2022, n° 230, p. 5-188

« Aller sur le terrain » constitue le fondement, la légitimité et la difficulté de la recherche. C'est notamment le cas lorsqu'elle prend pour objet d'étude les processus et les situations qui concourent à la formation du sujet en situation de travail. Bien qu'il s'agisse d'une question récurrente, la démarche consistant à observer au plus près des phénomènes à l'œuvre demeure énigmatique. Au-delà des multiples références théoriques, des appareillages techniques et des méthodes préconçues, l'expérience du terrain reste peu conceptualisée dans ses fondements comme dans sa pratique. Aller voir mais pour quoi faire ? Sur quoi porter l'attention ? Comment s'y prendre ? Combien de temps ? Avec quels outils, quelle posture, quelles finalités, quels points de vigilance ?... Autant de questions qui ne cessent de préoccuper et d'embarrasser le chercheur comme le formateur.

Formation : Les nouveaux enjeux des transitions et de la proximité [Dossier]

Intercommunalités, 03/2022, n° 269, p. 8-17

<https://www.adcf.org/files/MAG-INTERCO/ADCF-Interco269-WEB.pdf>

Bouleversée par la crise sanitaire et la prise en compte des enjeux liés aux multiples transitions, la formation professionnelle évolue. Aux côtés des régions, les intercommunalités accompagnent le développement d'une offre de qualification complète de proximité.

Le co-investissement en formation et la territorialisation des compétences professionnalisent-ils mieux les diplômés ? / QUENSON Emmanuel

Formation emploi - CEREQ, 2021, n° 156, p. 31-50

Cet article étudie la mise en place d'une politique publique de professionnalisation de la formation dans certains territoires (plan « 500 nouvelles formations »). Il revient en premier lieu sur ses intentions qui reconsidèrent le diplôme par l'ajout de divers agrégats de formation en lien avec l'emploi et font du local un échelon résolvatoire des problèmes rencontrés en matière de relations formation-emploi. Puis, il interroge les effets de cette politique à partir de plusieurs analyses localisées qui montrent des formes de régulations diverses, autant dans le système scolaire qu'en matière de débouchés des jeunes sur le marché du travail. Elles attestent des ambiguïtés et des limites de la professionnalisation des formations quand son curseur privilégie des cibles d'emploi trop restreintes dont la pérennité est incertaine.

[Retour sommaire](#)

La prise en compte des émotions en formation de managers, entre prescriptions et réalité /
MALLARD Simon, DURAT Laurence
Savoirs, 2022, n° 58, p. 13-29
<https://www.cairn.info/revue-savoirs-2022-1-page-13.htm>

Cette contribution a pour but d'analyser les nouvelles prescriptions de La Poste concernant la prise en compte des émotions en situation de formation. Ces nouvelles injonctions viennent en opposition au modèle historique. Nous tenterons de comprendre ce décalage à travers les différentes dimensions de ce qui fait dispositif (ou non) en contexte formatif au sens d'Albero. Il apparaît que si la place des émotions est revalorisée dans les discours internes de La Poste, l'ingénierie de formation peine à les traduire en modalités et pratiques les incluant. Ainsi, la prise en compte des émotions exprimées dans les formations analysées est partiellement empêchée et le dispositif ne permet pas réellement d'effectuer la transition attendue.

Finances publiques/Gestion locale

Les conditions d'emploi dans les services publics industriels et commerciaux / COTTIGNIES Sébastien

Gazette des communes, des départements, des régions (Ia), 21/03/2022, n° 2607, p. 58-59
<https://archives.lagazettedescommunes.com/39876595/les-conditions-d-emploi-dans-les-services->
La nature du service a une incidence immédiate sur les dispositions relatives au personnel : dans un service public industriel et commercial, c'est le code du travail qui s'applique.
Le service public industriel et commercial peut faire l'objet d'une régie dotée de la personnalité juridique ou, simplement, d'un budget annexe au budget principal de la collectivité.
Dans une régie personnalisée gérant un service public industriel et commercial, le directeur a la qualité d'agent public contractuel et dispose de pouvoirs étendus.

Le nouveau Plan national pour des achats durables (2022-2025) est publié

Localtis.info, 18/03/2022
<https://www.banquedesterritoires.fr/le-nouveau-plan-national-pour-des-achats-durables-2022-2025->
A travers ce troisième Plan national pour des achats durables, dévoilé ce 15 mars 2022, les acheteurs mais également l'ensemble des acteurs de la chaîne de l'achat, élus, décideurs, opérateurs économiques disposent enfin d'une feuille de route et d'outils opérationnels pour se saisir de ces enjeux et satisfaire les exigences environnementales et inclusives.
[https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/PNAD-PAGEPAGE-SCREEN\(3\).pdf](https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/PNAD-PAGEPAGE-SCREEN(3).pdf)

Fonction publique/Statut

Pratiquer les nouveaux comités sociaux territoriaux / KACZMARCZYK Nathalie

Gazette des communes, des départements, des régions (Ia), 28/03/2022, n° 2608, p. 56-57
<https://www.lagazettedescommunes.com/796956/tout-savoir-sur-les-nouveaux-comites-sociaux>
Les comités sociaux territoriaux (CST) regroupent, au sein d'une même instance, les comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail, et les comités techniques
Les CST ont vocation à être la seule instance consultative compétente afin de débattre des sujets collectifs.
Au 1er janvier 2023, à l'issue des prochaines élections professionnelles, les comités sociaux territoriaux seront instaurés.

L'amiante, on a tous intérêt à en parler ! / PARNAUDEAU Maud

Gazette des communes, des départements, des régions (Ia), 28/03/2022, n° 2608, p. 26
<https://www.lagazettedescommunes.com/797393/lamiante-on-a-tous-interet-a-en-parler%e2%80%89/>
Le centre de gestion de Loire-Atlantique informe les collectivités sur les risques professionnels liés à l'amiante pour les aider à bien appréhender leurs obligations.

[Retour sommaire](#)

La complétude de l'emploi public interrogée / MONIOLLE Carole

Actualité Juridique. Droit Administratif, 28/03/2022, n° 22/2022, p. 621-627

L'emploi public est traversé par des réformes qui développent des formes incomplètes d'activité. Ce mouvement s'est accéléré en 2019. Cette étude tente de saisir la portée de la complétude de l'emploi public tant dans le statut de fonctionnaires que de contractuels. Elle interroge aussi la connaissance du phénomène et les outils à disposition qui restent trop limités.

Les auxiliaires de puériculture territoriaux [Dix questions] / SOYKURT Sophie

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 28/03/2022, n° 2608, p. 30-31

<https://archives.lagazettedescommunes.com/39895631/les-auxiliaires-de-puericulture-territoriaux>

Depuis le 1er janvier 2022, au titre du « Ségur » de la santé, les auxiliaires de puériculture territoriaux relèvent d'un nouveau cadre d'emplois qui appartient à la catégorie B, et non plus C. Les auxiliaires de puériculture territoriaux sont recrutés au premier grade parmi les candidats inscrits sur une liste d'aptitude établie après concours sur titres avec épreuve d'entretien. Leur nouveau statut particulier détermine les modalités selon lesquelles les auxiliaires relevant de l'ancien cadre d'emplois de la catégorie C sont intégrés et reclassés dans le nouveau.

« Le dégel du point d'indice dans la fonction publique est une nécessité de gestion des ressources humaines »

Lemonde.fr, 23/03/2022

<https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/03/23/le-degel-du-point-d-indice-dans-la-fonction-publique->

La promesse de « dégel » de la rémunération des fonctionnaires cache mal dix ans de gestion erratique, analyse, dans sa chronique au « Monde », l'économiste Philippe Askenazy.

Le référent laïcité après le décret du 23 décembre 2021 / GOUTAL Yvon

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 21/03/2022, n° 2607, p. 56-57

<https://www.lagazettedescommunes.com/795285/tout-savoir-sur-le-referent-laicite-apres-le-decret-du->

La loi du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a créé un référent laïcité dans les administrations. Le décret du 23 décembre 2021 vient en détailler la fonction. Le référent laïcité aura pour mission principale le conseil aux chefs de service et aux agents publics pour la mise en œuvre du principe de laïcité.

Le souci majeur que pose le référent laïcité est son positionnement par rapport au référent déontologue institué par la loi du 20 avril 2016 et le décret du 10 avril 2017.

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044560491>

La cessation définitive de fonctions des contractuels [Dix questions] / SOYKURT Sophie

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 21/03/2022, n° 2607, p. 32-33

<https://archives.lagazettedescommunes.com/39876507/la-cessation-definitive-de-fonctions-des->

A l'expiration du contrat, l'autorité territoriale a l'obligation de délivrer à l'agent un certificat attestant de la relation d'emploi achevée.

Les agents recrutés pour moins de un an ont désormais vocation à bénéficier d'une indemnité de fin de contrat ou prime de précarité à l'échéance de leur engagement.

Dans la majorité des cas, le licenciement d'un agent contractuel ne peut intervenir sans que la collectivité n'ait cherché à reclasser l'intéressé.

L'Etat néo-libéral face à lui-même : quand l'affirmation des valeurs républicaines bute sur le recul du service public / HENNETTE VAUCHEZ Stéphanie

Actualité Juridique. Droit Administratif, 21/03/2022, n° 10/2022, p. 570-577

L'article 1er de la loi confortant les principes de la République procède à une extension sans précédent des principes de laïcité et de neutralité. En dépit du fait qu'il s'insère dans un titre intitulé "Dispositions relatives au service public", il concerne en réalité à titre principal des salariés de droit privé qu'il soumet à des obligations nouvelles, de même que leurs employeurs ainsi que les autorités concédantes qui les associeraient à l'exécution de missions de service public. Ces nouvelles dispositions législatives révèlent un paradoxe, sinon une contradiction, au coeur de l'action publique qui, d'un côté, redéfinit et fragilise la notion de service public en le soumettant aux mêmes règles que les opérateurs économiques privés et, d'un autre, lui fait connaître un improbable retour en force en en faisant le pilier de sa politique d'affirmation des valeurs républicaines

[↩ Retour sommaire](#)

La culture de la déontologie infuse doucement / GINIBRIERE Gaëlle

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 21/03/2022, n° 2607, p. 26-28

<https://www.lagazettedescommunes.com/795371/la-culture-de-la-deontologie-infuse->

La prise de conscience et la connaissance des principes de déontologie progressent au sein des collectivités territoriales, mais beaucoup de chemin reste à parcourir.

Témoignage : région Nouvelle-Aquitaine.

« Les supers publics », un « jeu sérieux » pour travailler sur la confiance et la bienveillance dans les relations avec les usagers / Ministère de la Transformation et de la Fonction Publique, 03/2022

<https://www.modernisation.gouv.fr/outils-et-formations/les-supers-publics-un-jeu-serieux-pour->

Pensé et créé par la mission Expérience usagers de la Direction interministérielle de la transformation publique, le jeu « Les supers publics » vous fait plonger dans une situation concrète d'accueil d'un usager.

Le but du jeu ? Répondre à son attente en mettant en pratique les principes de bienveillance et de confiance. Des principes au cœur du programme Services Publics +, le programme d'amélioration continue des services publics, piloté par la DITP. Un « Jeu sérieux » pour les agents des services publics, conçus à partir d'expériences vécues par les agents. En fonction des choix des participants, le scénario évolue dans un sens ou dans un autre, allant tantôt vers l'échec, tantôt vers le succès de la mission. Quel que soit le résultat, le jeu se poursuit par un échange en équipe pour comprendre et analyser les faits générateurs de succès ou d'échec, et de trouver ainsi de nouvelles manières de faire ensemble.

Détachement de fonctionnaire : L'obligation de motivation des décisions mettant fin de manière anticipée à un détachement / EVEILLARD Gweltaz

Droit administratif, 03/2022, n° 3, p. 33-35

"La décision par laquelle l'Administration met fin de manière anticipée à un détachement doit être motivée. Les échanges contradictoires au cours de la procédure et l'avis de la commission administrative paritaire ne peuvent tenir lieu de motivation.

Le Conseil d'Etat, conformément à sa jurisprudence, retient une conception formelle de l'obligation de motivation"

Commentaires

Attractivité de la fonction publique territoriale : un rapport pour rien

Lettre du cadre territorial (la), 03/2022, n° 556, p. 16-17

<https://www.lettreducadre.fr/article/attractivite-territoriale-un-rapport-pour-rien.50484>

Au concert de louanges sur le rapport sur l'attractivité de la FPT pourraient se substituer des propos plus critiques. Sur l'absence de solutions innovantes notamment et sur l'incapacité à répondre aux vraies questions qui bloquent, au sein même des collectivités, la capacité à embaucher.

Ruptures conventionnelles : quel bilan dans la territoriale ? / LACOSTE Clémentine

Lettre du cadre territorial (la), 03/2022, n° 556, p. 66-68

<https://www.lettreducadre.fr/article/ruptures-conventionnelles-quel-bilan-dans-la-territoriale.50429>

Des statistiques précises sur le nombre de ruptures conventionnelles réalisées depuis deux ans dans la fonction publique d'État font leur apparition. Dans les collectivités, c'est plus flou. Mais elles doivent y être d'autant moins nombreuses que persiste un obstacle majeur aux ruptures conventionnelles dans la fonction publique territoriale : leur coût prohibitif.

Les risques psychosociaux des agents publics devant le juge administratif / BAUDEL Marie

Actualité Juridique. Fonctions Publiques, 03/2022, n° 2, p. 74-79

La protection des travailleurs contre les risques psychosociaux est une obligation des employeurs, publics comme privés. Cette obligation de protection donne lieu, devant le juge administratif, à un contentieux diversifié, tant dans les voies de recours que dans les problématiques abordées. Celui-ci dépasse la question du harcèlement moral pour s'ouvrir sur une appréhension plus large des risques psychosociaux. L'étude de la jurisprudence permet d'apprécier la conception que le juge administratif, saisi de nombreux litiges résultant d'atteinte à la santé mentale des agents publics, retient de ces risques, ainsi que la nature et la portée de l'obligation de sécurité qui incombe à l'administration.

[↩ Retour sommaire](#)

La revalorisation de la filière médico-sociale au 1er janvier 2022

Informations administratives et juridiques (les), 02/2022, n° 2, p. 2-14

Initialement mises en oeuvre dans la fonction publique hospitalière (FPH), les mesures indiciaires et statutaires adoptées dans le cadre du Ségur de la santé ont été transposées dans la fonction publique territoriale (FPT). Elles ont conduit à la revalorisation de certains cadres d'emplois de la filière médico-sociale et notamment à la création des cadres d'emplois des aides-soignants et des auxiliaires de puériculture en catégorie B.

Information/Communication/TIC

La réduction de l'empreinte environnementale du numérique des collectivités / HODARA Céline

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 28/03/2022, n° 2608, p. 52-53

<https://archives.lagazettedescommunes.com/39895704/la-reduction-de-l-empreinte-environnementale>

Un ensemble de mesures concernant les différents acteurs du numérique - consommateurs et professionnels du secteur, mais également acteurs publics - est adopté.

Face à la progression rapide du numérique dans les émissions de gaz à effet de serre, des mesures tendent à réduire l'empreinte environnementale du numérique.

Parmi les acteurs mis à contribution, communes et EPCI à fiscalité propre de plus de 50 000 habitants devront mettre en place une stratégie numérique responsable.

La concentration des medias, un enjeu démocratique depuis la III^{ème} République / KACIAF

Nicolas

TheConversation.com, 21/03/2022

<https://theconversation.com/la-concentration-des-medias-un-enjeu-democratique-depuis-la->

La concentration des médias aujourd'hui à l'œuvre en France menace le pluralisme constitutif de la démocratie. Elle réactive des enjeux soulevés dès la III^e République

Gouvernance de l'information : priorité incontournable [Dossier]

Archimag, 03/2022, n° 352, p. 14-24

Alors que l'on attend une norme Iso sur la gouvernance de l'information, comment cette dernière est-elle vécue dans les organisations ? Une nouvelle fois, Serda-Archimag lance son enquête auprès des secteurs publics et privés. Types de gouvernance, niveaux de maîtrise des risques, accès à l'information, partage de la connaissance, signature électronique et autres outils, télétravail, numérique responsable : ce sont autant de thèmes passés au crible. Où l'on analyse des tendances de fond et les effets de la crise sanitaire. Cette enquête est complétée par des conseils en gouvernance de l'information, l'avis du professeur Gérard Bagnoud (Université de Lausanne, Haute école de gestion de Genève) et des témoignages de terrain.

Transformation numérique

Magazine de l'ANDRH (Le), 03/2022, n° Supplément au 616, 77 p.

- La transformation numérique : une vaste notion qui renferme de nombreux enjeux pour les RH.
- La cybersécurité d'abord : de quoi parle-t-on ? Quelle place pour la fonction RH dans cette démarche ? Et comment s'assurer en conséquence ?
- Les compétences ensuite : alors que l'illectronisme touche 12 millions de personnes en France, vos collaborateurs sont-ils concernés ? Et où en êtes-vous des compétences associées au numérique responsable ?
- La data RH enfin : comment exploiter ses data RH de manière efficace, tout en assurant le respect des données personnelles ?

<https://www.andrh.fr/le-magazine-andrh>

9 conseils pour rédiger des courriels efficaces / DELENGAIGNE Xavier

Lettre du cadre territorial (la), 03/2022, n° 556, p. 54-55

<https://www.lettreducadre.fr/article/9-conseils-pour-rediger-des-courriels-efficaces.50439>

Vous rédigez des courriels tous les jours, mais vous le faites mal. Et vous ne le savez pas. Voici quelques techniques pour faire plus pertinent, plus élégant, plus rapide. Bref, de meilleurs écrits.

[☞ Retour sommaire](#)

Management/Ressources humaines

Comment les DRH du public et du privé vont travailler ensemble

Acteurspublics.com, 28/03/2022

<https://tv.acteurspublics.com/articles/comment-les-drh-du-public-et-du-prive-vont-travailler-ensemble>

La direction générale de l'administration et de la fonction publique (DGAFP) et l'Association nationale des directeurs de ressources humaines (ANDRH) ont signé une convention de partenariat de deux ans renouvelables. Une grande première avec l'objectif affiché de mutualiser les bonnes pratiques.

Un poste dans la territoriale, oui, mais pas sans logement / DA CRUZ Nathalie

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 21/03/2022, n° 2607, p. 29

<https://www.lagazettedescommunes.com/796500/un-poste-dans-la-territoriale-oui-mais-pas-sans>

De plus en plus d'agents, notamment de la catégorie C, ont du mal à se loger dans certaines régions. Elus, services du logement et des RH essaient des solutions.

L'expérience collaborateur est de plus en plus prisée par les DRH / ZOHIN Lys

Entreprise et carrières, 21/03/2022, n° 1568, p. 4-8

Selon la 5e édition du Baromètre national de l'expérience collaborateur de Parlons RH, qu'Entreprise & Carrières publie en exclusivité, une entreprise sur deux a adopté une démarche visant à améliorer l'expérience de ses collaborateurs. Une avancée significative. Autre phénomène emblématique : l'hybridation du travail. Et avec elle, l'avènement d'une nouvelle culture.

Replay - Télétravail : levier d'égalité ou double peine ? 15 mars 2022

Centre Hubertine Auclert, 15/03/2022, 120 mn

<https://www.youtube.com/watch?v=hBpLOqYQkw&t=6s>

À l'occasion de la journée internationale des droits des femmes, le Centre Hubertine Auclert a organisé mardi 15 mars l'événement « Télétravail : levier d'égalité ou double peine ? ». En présence d'intervenantes et intervenants experts, les conclusions de l'étude Télétravail et égalité femmes-hommes : état des lieux, enjeux et recommandations ont été présentées.

<https://www.centre-hubertine-auclert.fr/article/publication-de-l-etude-teletravail-et-egalite>

De l'art de manager selon les profils psychologiques / LAPORTE Natasha

Entreprise et carrières, 14/03/2022, n° 1567, p. 10-13

« Intelligence comportementale », « process com », DISC... : qu'elles soient élaborées par des cabinets spécialisés ou proposées par des coachs certifiés, ces grilles de lecture des différents fonctionnements comportementaux ou des types de personnalités fleurissent. Comprendre les collaborateurs pour mieux communiquer et travailler ou pour recruter et constituer des équipes, en seraient quelques-uns des bienfaits.

"Sans entretien d'évaluation, chacun est tenté de garder ses frustrations". Entretien avec Xavier Pinon, cofondateur et directeur général de Selectra / BRILLET Frédéric

Entreprise et carrières, 02/03/2022, n° 1569, p. 16-17

Dans le Guide du management en mode start-up, publié aux Editions Beaudelaire (2022), Xavier Pinon revient sur son parcours de créateur de start-up devenue une ETI et pointe les bonnes pratiques managériales qu'il a mises en oeuvre en acquérant de l'expérience.

Santé au travail : Priorité à la prévention, certes, mais comment ? / SEQUEIRA MARTINS Gilmar

Entreprise et carrières, 02/03/2022, n° 1569, p. 12-13

Votée le 2 août 2021, la loi sur le renforcement de la prévention en santé au travail entre en vigueur fin mars. Elle vise à réduire l'exposition aux risques et éloigner le danger de "désinsertion professionnelle" - sans aborder toutefois la question des moyens...

Quand l'amour s'imisce au travail... / MATERI Mohamed, LECULLIE Alix

Magazine de l'ANDRH (Le), 03/2022, n° 616, p. 30-31

En tant que RH, vous êtes exposé à toute une variété de situations, qu'elles soient compliquées, déroutantes ou tendues...Et si on en parlait ?

[↩ Retour sommaire](#)

Communication et marketing RH [Dossier]

Magazine de l'ANDRH (Le), 03/2022, n° 616, p. 47-67

Des fonctions tertiaires, transverses, différentes et pourtant si complémentaires. C'est ce que sont les fonctions communication, marketing et RH.

Bien que ce triptyque puisse encore étonner, lorsqu'il travaille de concert, le résultat est en général détonnant ! Voici pourquoi nous vous proposons d'explorer quelques cas concrets et retours d'expérience autour de cette thématique centrale, déclinés autour de plusieurs sujets.

Au sommaire de ce dossier, retrouvez des témoignages provenant d'acteurs publics comme privés sur la communication RH en lien avec la marque employeur, l'e-réputation ou encore la communication interne. Côté marketing, place à l'expérience collaborateur, à ses leviers d'optimisation ainsi qu'à l'innovation RH et ses tenants marketing.

La définition du harcèlement sexuel évolue / PUGET Anne-Lise

Magazine de l'ANDRH (Le), 03/2022, n° 616, p. 34-35

Le 31 mars 2022, une nouvelle définition du harcèlement sexuel en droit du travail entrera en vigueur. La lutte contre le harcèlement sexuel participe notamment de l'obligation de l'employeur de protéger la santé physique et mentale des salariés. Il s'agit d'une obligation de sécurité de résultat, l'employeur devant prévenir tout risque. Une brève explication des nouveaux contours du harcèlement sexuel s'impose donc.

Le DUER évolue au 31 mars

Magazine de l'ANDRH (Le), 03/2022, n° 616, p. 16-17

Le document unique d'évaluation des risques (DUER) est un élément essentiel de la prévention dans le monde du travail. La loi Santé du 2 août 2021 apporte quelques nouveautés à cet outil de santé au travail. Décryptage des impacts concrets pour les entreprises.

Tout savoir sur le recadrage / COHEN BACRIE Bruno

Lettre du cadre territorial (la), 03/2022, n° 556, p. 56-57

Interview de Nicolas Dugay, auteur de "Recadrer sans stress"

Recadrer, c'est remettre «les choses au point» et c'est un acte de management essentiel. Comment faire pour que ce ne soit pas perçu trop négativement ou au moins que le collaborateur et le chef en tire l'un et l'autre des résultats, tel est l'objet de ce guide. Ce livre traite à la fois du recadrage individuel et du recadrage pour un groupe. L'auteur nous démontre ici que cela s'apprend.

<https://www.decitre.fr/livres/recadrer-sans-stress-9782840016328.html>

Posture managériale. Trouvez votre voie [Dossier] / KRASSOVSKY Julie

Lettre du cadre territorial (la), 03/2022, n° 556, p. 26-34

<https://www.lettreducadre.fr/article/posture-manageriale-tenez-vous-bien.50504>

Manager, c'est aussi savoir se positionner par rapport aux autres. Un mélange de valeur, de principes, mais aussi d'action et de rapports humains.

- Quel manager êtes-vous ?
- A chaque posture ses limites
- Les freins au management ne sont pas ceux qu'on croit
- Coralie Charles "Ce n'est pas la posture des managers qu'il faut revoir mais toute l'organisation"



Caluire et Cuire transforme son organigramme pour être davantage en phase avec ses administrés / DELON Eric

Lettre du cadre territorial (la), 03/2022, n° 556, p. 52-53

<https://www.lettreducadre.fr/article/caluire-et-cuire-transforme-son-organigramme-pour-etre->

La commune de la métropole lyonnaise a modifié drastiquement son organisation. En mettant en valeur le concept de subsidiarité, socle de sa charte managériale. Fini les silos, vive la souplesse, l'adaptation au réel et à l'incertitude.

[↩ Retour sommaire](#)

Le télétravail à l'aune du corps / DEJOURS Christophe

Travailler, 2022, n° 47, p. 13-29

<https://www.cairn.info/revue-travailler-2022-1-page-13.htm>

L'article est composé de trois parties. La première rappelle les principaux éléments rassemblés par la psychodynamique du travail sur la place revenant au corps dans l'intelligence et le travail vivant. La deuxième porte sur les activités de service. La qualité du service dépend de la relation entre prestataire et bénéficiaire. Comment le corps est-il impliqué dans la construction de la coopération transverse ? La troisième porte sur la pratique psychanalytique où la relation entre patient et analyste revêt une forme particulière sous l'effet du transfert. En quoi le corps contribue-t-il au travail analytique ? Cette contribution est-elle suffisamment connue des psychanalystes ? Quelles sont les incidences du passage à la psychanalyse on-line sur la pratique analytique, à la lumière de la clinique du travail ?

Accompagner le reclassement des personnels en situation de handicap dans la Fonction Publique, 2022, 70 p.

<https://www.handipacte-occitanie.org/ressources/guide-du-reclassement/>

Le Handi-Pacte Occitanie a élaboré un guide pratique consacré au reclassement des personnels en situation de handicap dans la Fonction Publique. Vous trouverez au sein de ce dernier, pour chacune des fonctions publiques :

- Le cadre juridique en vigueur,
- Les procédures applicables selon le statut de l'agent (titulaire, stagiaire ou contractuel),
- Une quinzaine de cas pratiques issus de la jurisprudence,
- Les outils et dispositifs mobilisables pour accompagner les agents concernés,
- Une dizaine de bonnes pratiques mises en œuvre par les employeurs d'Occitanie.

Outre-Mer

A La Réunion, un téléphérique contre le trafic

Monde (le), 21/03/2022, p. 18

L'objectif est de lutter contre la congestion automobile frappant Saint-Denis, une ville de 150 000 habitants

L'accessibilité et l'intelligibilité du droit en Polynésie française / THENAULT Michel, CATTÀ Elisabeth

Ministère des outre-mer, 04/03/2022, 66 p.

https://www.vie-publique.fr/sites/default/files/rapport/pdf/284270_0.pdf

Lors de la mission effectuée en janvier 2020 à Papeete, les interlocuteurs polynésiens ont témoigné de l'état d'un droit difficilement lisible, et plus souvent incompréhensible bien qu'applicable dans la collectivité ; qu'il s'agisse du Secrétariat général du gouvernement polynésien, des services du Haut-commissariat, des universitaires, des instances judiciaires, du Conseil économique social et culturel, des représentations professionnelles, jeunes ou moins jeunes, tous ont dessiné le labyrinthe d'un droit inaccessible où l'usager, égaré dans la complexité, cherche vainement le fil d'Ariane. Certes l'ordonnancement juridique de la Polynésie française est spécifique à raison des champs normatifs qui s'y croisent, il n'en demeure pas moins que le droit au droit lisible et intelligible est une exigence républicaine et un objectif de valeur constitutionnelle dont la mise en œuvre, gage de sécurité juridique, permet d'accompagner l'attractivité économique de cette collectivité d'outre-mer au sein de la République.

Il apparaît qu'un certain nombre des éléments qui ont contribué - et persistent - à maintenir des éclipses dans la compréhension du droit applicable en Polynésie française, pourraient être utilement remaniés pour devenir des outils facilitant une écriture et une diffusion plus accessibles du droit. La détermination et la compétence des équipes du Haut-commissariat et de la collectivité polynésienne rencontrées sur place constituent un atout majeur à cet égard. Ce rapport ne prétend pas avoir une réponse à toutes les questions, mais il essaie d'indiquer plus modestement quelles solutions tournées vers l'avenir, traduisant les vœux des intéressés, pourraient être expérimentées et mises en œuvre au prix de quelques remises en cause des pratiques suivies mais sans bouleversement des liens noués entre l'Etat et la collectivité.

[↩ Retour sommaire](#)

La situation des familles dans les départements et régions d'Outre-mer (Drom) : réalités sociales et politiques menées

Haut Conseil de la famille, de l'enfance et de l'âge, 03/2022, 122 p.

https://www.hcfea.fr/IMG/pdf/02_rapport_situation_des_familles_dans_les_drom_2021.pdf

Le HCFEA a souhaité réaliser, de manière transversale entre ses trois conseils, un rapport sur « La situation des familles, des enfants et des personnes âgées vulnérables dans les départements et régions d'Outre-mer (Drom) : réalités sociales et politiques menées ». Le présent rapport est la contribution du Conseil de la famille du HCFEA à ce dossier.

La nécessité de ce travail spécifique sur les Drom venait du constat que, malgré les difficultés qu'y rencontrent un nombre important de familles, nos rapports abordent très peu en général les problématiques de ces territoires, notamment parce que l'information disponible est plus difficile à mobiliser et qu'elle n'est pas toujours comparable avec celle dont nous disposons pour la métropole. La situation des Drom nécessite pourtant une amélioration de la connaissance des spécificités et difficultés locales et une réflexion prospective sur les politiques à mener pour faire face aux enjeux actuels et futurs. C'est l'objet de ce rapport. Consacré aux cinq Drom (Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique et Mayotte), il ne traite pas des autres territoires ultramarins, parmi lesquels certains disposent d'une autonomie totale en matière de politiques familiale et sociale. Après un état des lieux sur la situation démographique et sociale de ces cinq territoires, établi à partir d'un travail spécifique réalisé pour le HCFEA par deux chercheurs de l'Ined, et partant des enjeux qui se dégagent de ce constat, ce rapport du Conseil de la famille analyse les politiques conduites en matière d'aide et accompagnement des familles, leurs particularités et spécificités par rapport à celles menées en métropole et leur adaptation ou limites par rapport aux besoins des populations concernées, en faisant un certain nombre de propositions d'adaptation ou d'évolutions

Les outre-mer au coeur de la stratégie maritime nationale / FOLLIOU Philippe, PETRUS Annick, PHINERA HORTH Marie-Laure

Sénat, 24/02/2022, 429 p.

<http://www.senat.fr/rap/r21-546/r21-5461.pdf>

Alors que la France, deuxième espace maritime mondial, s'est dotée en 2017 d'une stratégie censée donner un cadre et un cap à son ambition maritime, notre pays peine à valoriser son immense potentiel situé à 97 % dans ses outre-mer.

Compte tenu du bilan décevant de cette stratégie, la priorité est aujourd'hui d'inverser notre regard, en replaçant les outre-mer au coeur de la stratégie maritime nationale, en crédibilisant notre souveraineté mise à mal sur ses zones économiques exclusives et en accompagnant la transition économique des outre-mer.

Sciences Humaines

Notre cerveau est-il raciste ?

Cerveau&Psycho, 04/2022, n° 142, p. 33-56

Bien sûr, le nationalisme, le racisme, le sexisme ou l'homophobie ont de multiples causes. Elles sont sociales, économiques, culturelles... Mais la permanence des guerres et des discriminations à travers l'histoire interpelle : n'y a-t-il pas aussi autre chose en jeu, qui tient à notre nature profonde ? C'est en effet ce que les chercheurs ont découvert, à travers ce qu'ils qualifient de « biais tribal » : une tendance à favoriser le groupe auquel on appartient, même quand il est totalement artificiel – parfois construit par simple tirage au sort dans les expériences ! –, et à exacerber les différences avec les autres groupes. Et quand des préjugés véhiculés culturellement ou un contexte difficile se superposent à ce biais, le résultat devient détonant. Le cerveau a des catégories toutes prêtes pour enclencher des logiques de bouc émissaire potentiellement destructrices... Dire cela ne revient pas à se déresponsabiliser, bien au contraire. Car notre cerveau, ce n'est pas seulement des instincts et des biais. C'est aussi une capacité unique à prendre en compte des enjeux complexes, à réguler notre comportement en fonction de valeurs et d'une vision à long terme. La culture a – en partie – jugulé la violence. Dans ce dossier, nous explorons comment elle peut aussi brider le biais tribal, afin d'aller vers une société plus équitable et plus apaisée.

<https://www.cerveauetpsycho.fr/sd/psychologie-sociale/cerveau-psycho-n0142-23441.php>

[Retour sommaire](#)

La concentration des medias, un enjeu démocratique depuis la III^{ème} République / KACIAF Nicolas

TheConversation.com, 21/03/2022

<https://theconversation.com/la-concentration-des-medias-un-enjeu-democratique-depuis-la>

La concentration des médias aujourd'hui à l'œuvre en France menace le pluralisme constitutif de la démocratie. Elle réactive des enjeux soulevés dès la III^e République

Jeunes [Dossier]

Urbanisme, 03/2022, n° 424, p. 10-67

Au sommaire :

- Jeunes en chiffres et en lettres
- Europan, plus de sens et de récit, moins d'architecture ?
- Peut-on être jeune et architecte ?
- Digital vs informalité
- Chassé-croisé économique au cœur des villes
- Exposition "Hip-Hop 360"
- Jeunes et territoires : objectif (re)conciliation
- Avoir 20 ans dans la diagonale du vide
- La jeunesse francilienne : un atout à ménager
- Le monde selon les jeunes des quartiers populaires
- Le grand repli des enfants des villes
- Une politique de jeunesse, vite !
- Quand les jeunes élites s'engagent pour le climat

Sécurité civile et publique

Tout savoir de la loi du 24 janvier 2022 relative à la responsabilité pénale et à la sécurité intérieure / BOVI HOSY Géraldine

Lagazettedescommunes.com, 30/03/2022

<https://www.lagazettedescommunes.com/798186/tout-savoir-de-la-loi-du-24-janvier-2022-relative-a-la>

La loi sur la responsabilité pénale et la sécurité intérieure telle qu'adoptée allait bien plus loin que le texte finalement promulgué, pour les agents de police municipale en matière d'usage de moyens vidéos, mais le Conseil constitutionnel a censuré ces mesures. Dans une analyse consacrée à ce texte, Géraldine Bovi-Hosy, formatrice, décrypte les dispositions restantes de cette loi et relatives aux collectivités.

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000045067923>

Opérateurs de vidéosurveillance : ils ne quittent pas l'espace public des yeux / THIERRY Gabriel

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 28/03/2022, n° 2608, p. 27

<https://archives.lagazettedescommunes.com/39895616/ils-ne-quittent-pas-l-espace-public-des-yeux>

Qui sont ces agents qui contribuent à la sécurisation des lieux, des espaces et des bâtiments publics, en utilisant les images servant aux interventions sur site ?

Les plans communaux de sauvegarde dépoussiérés / VERBAERE Isabelle

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 28/03/2022, n° 2608, p. 38-40

<https://www.lagazettedescommunes.com/797185/les-plans-communaux-de-sauvegarde->

Avec la loi Matras du 25 novembre 2021, le champ des plans communaux de sauvegarde (PCS) s'élargit aux communes exposées à un risque naturel, comme les inondations, les séismes, les éruptions volcaniques... La désignation d'un élu référent et l'obligation d'organiser un exercice pour tester le PCS au moins tous les cinq ans avec la population recréent une dynamique autour de cet outil.

Témoignage : Vichy communauté (Allier, 39 communes, 85800 hab.)

[☞ Retour sommaire](#)

A Penly, les collectivités déroulent le tapis rouge aux nouveaux EPR / POIRIER Anne-Claire
Gazette des communes, des départements, des régions (la), 21/03/2022, n° 2607, p. 8-10

<https://www.lagazettedescommunes.com/795607/comment-les-elus-locaux-preparent-la-relande-du->

Les élus du territoire normand ont formé une union sacrée pour obtenir la construction de deux réacteurs. Un chantier aussi pharaonique comporte toutefois son lot de risques pour les collectivités concernées.

La contribution de la Loi N°2021-1520 du 25 novembre 2021 au renouvellement de la sécurité civile / RENAUDIE Olivier

Actualité Juridique. Collectivités Territoriales, 03/2022, n° 3, p. 160-163

La loi n° 2021-1520 du 25 novembre 2021 visant à consolider notre modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs-pompiers volontaires et les sapeurs-pompiers professionnels est un texte remarquable pour de multiples raisons, tenant tant à la forme qu'au fond. Analyse des apports de ce texte.

Loi N°2021-1520 du 25 novembre 2021 : aspects statutaires - Loi visant à consolider notre modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs-pompiers volontaires et les sapeurs-pompiers professionnels / PERRIER Julie

Actualité Juridique. Collectivités Territoriales, 03/2022, n° 3, p. 157-159

La loi n° 2021-1520 du 25 novembre 2021 visant à consolider notre modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs-pompiers volontaires et les sapeurs-pompiers professionnels, dite loi Matras, qui a fait l'objet d'un large consensus politique, était particulièrement attendue du monde de la sécurité civile, la dernière grande loi en la matière datant de 2004.

Pour autant, si ce texte règle des questions statutaires, elle n'apporte pas de solutions à certaines difficultés régnantes.

Prévenir les inondations par ruissellement / LUNEAU Sylvie

Techni.cités, 03/2022, n° 351, p. 40-41

« Ruissellement », un mot employé à maintes occasions, et aux contours toujours bien flous, même dans le domaine des inondations. En France, 175 000 habitants en seraient victimes chaque année et 1.2 million de bâtiments résidentiels seraient exposés.

Recruter des gardes champêtres / RALLU Bénédicte

Maires de France, 03/2022, n° 399, p. 32-33

Les gardes champêtres suscitent un regain d'intérêt chez les maires. Ces agents territoriaux interviennent dans plus de 150 domaines et ont davantage de pouvoirs que les policiers municipaux.

L'engagement de servir imposé aux agents de police municipale

Informations administratives et juridiques (les), 02/2022, n° 2, p. 15-23

La loi pour une sécurité globale préservant les libertés a instauré la possibilité, pour une commune ou un EPCI prenant en charge la formation d'un policier municipal stagiaire, de l'astreindre à un engagement de servir. Le décret du 30 décembre 2021 précise les conditions d'application de l'engagement de servir susceptible d'être imposé à ces fonctionnaires depuis le 1er janvier 2022.

Services techniques et transitions écologiques



Des prairies fleuries de plantes sauvages s'invitent dans les villes / VERBAERE Isabelle

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 28/03/2022, n° 2608, p. 44-45

<https://www.lagazettedescommunes.com/796689/des-prairies-fleuries-de-plantes-sauvages-sinivent>

Les mélanges de prairies fleuries sont souvent composés de graines de plantes exotiques ou de variétés hybrides de plantes sauvages, qui menacent la biodiversité. Or les communes ont tendance à en semer un peu partout, dans le cadre d'une gestion différenciée des espaces verts : talus, bassins de rétention, ronds-points. Les producteurs de semences proposent des mélanges de graines de plantes sauvages qui sont collectées dans la nature avant d'être multipliées.

[↗ Retour sommaire](#)

Les débuts du service public de la rénovation énergétique

Monde (le), 26/03/2022, p. 23

France Rénov' promet de simplifier le parcours des ménages

Territoires démonstrateurs de la transition écologique : la feuille de route 2022 dévoilée / MARCANGELO LEOS Philie

Localtis.info, 23/03/2022

<https://www.banquedesterritoires.fr/territoires-demonstrateurs-de-la-transition-ecologique-la-feuille-de>

Un an après sa création, la communauté des territoires démonstrateurs de la transition écologique entend passer à la vitesse supérieure en se donnant une feuille de route pour 2022 autour de cinq axes stratégiques déclinés en neuf actions pour faciliter les projets territoriaux et donner de la visibilité au réseau.

Animal en ville : des métiers de passion en émergence / LUMEAU Pascal

Techni.cités, 03/2022, n° 351, p. 58-59

Avec la reconnaissance de l'animal comme « être sensible » et les multiples alertes sur la maltraitance, l'approche de la condition animale évolue. Ce changement se ressent avec la création récente de nouveaux métiers spécifiques aux animaux en ville.

Transition(s) 2050 : quatre scénarios possibles vers la neutralité carbone [Dossier]

ADEME Magazine, 03/2022, n° 153, p. 6-11

<https://infos.ademe.fr/magazine-mars-2022/dossier/>

La France s'est engagée à atteindre la neutralité carbone en 2050, c'est-à-dire à ne pas émettre, à cette date, plus de gaz à effet de serre qu'elle ne peut en absorber. L'ADEME a exploré quatre chemins pour y parvenir.



Vers une gestion circulaire et locale des excreta / STERN Catherine

Techni.cités, 03/2022, n° 351, p.22-23

Dans la métropole de Bordeaux, l'association la Fumainerie expérimente le premier réseau français de toilettes sèches en milieu urbain. Ses ambitions sont de contribuer à créer une filière de valorisation et de gestion circulaire des excreta humains.

Les communes face à l'érosion côtière / LUNEAU Sylvie

Techni.cités, 03/2022, p. 12-13

La loi climat et résilience a créé de nouveaux outils juridiques à destination des communes littorales pour faire face à l'érosion côtière, comme un droit de préemption et un bail longue durée spécifique. Mais pour l'instant cette nouvelle charge n'est pas accompagnée de moyens financiers

L'hydrogène développe son écosystème / KIS Martine

Maires de France, 03/2022, n° 399, p. 22-23

Coûteux à produire, transporter et stocker, l'hydrogène impose aux collectivités de penser à l'échelle d'un territoire pertinent. Et l'équation économique s'annonce compliquée.



Les « arbres de pluie » ont de multiples bénéfices / LUNEAU Sylvie

Techni.cités, 03/2022, n° 351, p. 27

La métropole de Lyon a planté ses premiers « arbres de pluie » en novembre dernier. Ce joli nom, inventé localement, recouvre un procédé tout aussi intéressant qui permet de favoriser l'infiltration des eaux pluviales. Les bénéfices sont nombreux.

Espaces verts et santé : un lien à maintenir / PALISSE Sophie

Techni.cités, 03/2022, n° 351, p. 25

L'Observatoire des villes vertes a récemment présenté les résultats de sa 11e enquête. Le rôle bénéfique du végétal sur la santé est largement reconnu par les services espaces verts des villes, mais la sensibilisation reste nécessaire.

[Retour sommaire](#)

Social/Santé

Politique de la ville : le retour en grâce des acteurs de terrain [Dossier] / VIGNE LEPAGE Véronique

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 28/03/2022, n° 2608, p. 32-37

<https://www.lagazettedescommunes.com/797872/banlieues-le-retour-en-grace-des-acteurs-de->

Collectivités locales et Etat sont d'accord : il faut renforcer les moyens humains de la politique de la ville, notamment depuis la crise sanitaire. Ils s'associent donc pour consolider les équipes en place ou créer de nouveaux postes et métiers.

Mais ces renforts s'appuient sur des dispositifs et contrats à durée limitée. Cela les fragilise, empêche ces agents comme leurs employeurs de se projeter et laisse planer l'incertitude sur la pérennité de services répondant à des besoins réels.

Porté par la dynamique des Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024, mais aussi par l'urgence induite par les effets de la crise, le sport voit également ses équipes renforcées. Avec, en particulier, de nouveaux acteurs et métiers de l'insertion.

Témoignage : Creil (Oise)

<https://archives.lagazettedescommunes.com/39895641/l-insertion-des-jeunes-par-le-sport-un>

<https://archives.lagazettedescommunes.com/39895645/-les-acteurs-associatifs-prennent-des>

Investir dans la jeunesse / PALIER Bruno, CARBONNIER Clément

Monde (le), 28/03/2022, p. 32

Les deux économistes préconisent de développer les politiques redistributives en direction des jeunes, depuis les crèches jusqu'à l'enseignement supérieur



Des agents aidants soutenus pour une vie professionnelle préservée / DE FREMINVILLE

Solange

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 28/03/2022, n° 2608, p. 24-25

<https://www.lagazettedescommunes.com/796601/des-agents-aidants-soutenus-pour-une-vie->

En silence, des agents aident au quotidien un proche très malade, handicapé ou en perte d'autonomie. Les collectivités peuvent mobiliser différents dispositifs permettant de concilier vie familiale et vie professionnelle.

Témoignage : Vitrolles (Bouches-du-Rhône, 1200 agents, 33300 hab.)



Des permanences aident les patients en errance médicale / LANGLOIS Géraldine

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 28/03/2022, n° 2608, p. 43

<https://www.lagazettedescommunes.com/796657/des-permanences-aident-les-patients-en-errance->

Dans le Loiret (678 700 hab.), les généralistes soutenus par le département proposent chaque jour des consultations aux patients sans médecin traitant.

Jeunes aidants - Une étiquette qui colle à la peau

Actualités sociales hebdomadaires, 25/03/2022, n° 3252, p. 6-12

Absents de l'action publique il y a peu, les aidants mineurs font désormais l'objet d'un intérêt croissant de la part des professionnels socio-éducatifs et médico-sociaux. Avec comme impératif de les repérer pour mieux cerner leurs besoins spécifiques. Une tâche d'autant moins aisée que les jeunes eux-mêmes n'ont pas toujours conscience de ce rôle d'aidant.

- Des moments de répit pour un peu de recul

- « La jeune aidance développe une conscience politique », Céline Jung, sociologue

<https://injep.fr/wp-content/uploads/2022/02/rapport-2022-05-Jeunes-aidantes.pdf>

Comment la guerre affecte notre santé mentale

Monde (le), 25/03/2022, p. 10

Psychiatres et lecteurs témoignent des conséquences de l'irruption d'un conflit aux portes de l'Europe

[Retour sommaire](#)

Les risques d'un sport sur ordonnance / GRIFFET Jean, LUIGGI Maxime, TRAVERT Maxime
Monde (le), 25/03/2022, p. 29

La promotion de la pratique sportive pour des raisons de santé ne doit pas occulter la dimension du plaisir des participants, expliquent trois enseignants-chercheurs en sciences et techniques des activités physiques et sportives (Staps)



Le béguinage ou la vie en communauté de voisins seniors / DESTOMBES Christelle
Gazette des communes, des départements, des régions (la), 21/03/2022, n° 2607, p. 50

<https://www.lagazettedescommunes.com/797259/le-beguinage-ou-la-vie-en-communauté-de-voisins->

A Luceau (Sarthe, 1 200 hab.), il y a un an, un lotissement à vocation sociale est sorti de terre dans la commune. Y vivent 23 seniors autonomes.



Sur les jeunes migrants, les agents s'inspirent de l'Italie / CATTIAUX Séverine

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 21/03/2022, n° 2607, p. 46

<https://www.lagazettedescommunes.com/797161/sur-les-jeunes-migrants-les-agents-sinspirent-de>

Le service « mineurs non accompagnés » du département de l'Isère a rencontré, fin 2019 à Palerme (Italie), des travailleurs sociaux qui accueillent les jeunes migrants.

Premiers pas pour la loi de protection des enfants

Média social (Le), 21/03/2022

Le cabinet d'Adrien Taquet annonce, dans un communiqué, que « la loi de protection des enfants se met en œuvre », depuis sa promulgation le 7 février.

Asile - Comment la crise ukrainienne renverse la donne

Actualités sociales hebdomadaires, 18/03/2022, n° 3251, p. 6-13

Très volontariste sur l'accueil des exilés ukrainiens, l'Etat inaugure de nouvelles relations avec les associations, amenées à s'engager notamment sur des dispositifs d'accompagnement des familles chez des particuliers. Avec l'espoir d'infléchir les politiques d'accueil et le regard sur les migrations.

- « Pas un seul Ukrainien ne doit dormir dans la rue »

- « Cette mobilisation peut aider à ouvrir les yeux sur d'autres exils », Michel Agier, anthropologue

Prise en charge des personnes âgées : quel rôle pour les départements ? / CARRERE Amélie, ROY Delphine

TheConversation.com, 16/03/2022

<https://theconversation.com/prise-en-charge-des-personnes-agees-quel-role-pour-les-departements>

En France, on compte entre 1,3 et 3,9 millions de personnes âgées en perte d'autonomie. De nos jours, la probabilité d'atteindre un âge élevé, où l'on ne peut parfois plus réaliser des activités essentielles à la vie quotidienne, est bien plus importante que par le passé. Si cette dynamique se poursuit malgré la crise du Covid-19, il faut s'attendre à une forte croissance de la population âgée en perte d'autonomie, et des coûts sociaux et économiques associés.

« Nous appelons à révolutionner la santé publique en plaçant la santé au centre de toute décision politique »

Lemonde.fr, 16/03/2022

Les déterminants sociaux jouent un rôle majeur sur l'état de santé de la population, rappellent, dans une tribune au « Monde », une trentaine de chercheurs, de praticiens de santé publique et d'élus, qui demandent que soit « obligatoire ou au minimum exigible » l'évaluation de l'impact sur la santé des lois et projets en matière d'éducation, de logement ou de transports.

Déserts médicaux : les maires agissent sur le terrain / STROESSER Emmanuelle

Maires de France, 03/2022, n° 399, p. 28-31

Le manque de praticiens prêts à reprendre la suite de ceux partant en retraite est devenu un casse-tête qui n'épargne plus aucun territoire. En prise directe avec l'inquiétude de leurs administrés, les maires se mobilisent, parfois à grand frais, pour recruter des médecins. Les maisons de santé sont la principale solution.

[↩ Retour sommaire](#)

Santé : ce que veulent les intercommunalités

Intercommunalités, 03/2022, n° 269, p. 20-25

<https://www.adcf.org/files/MAG-INTERCO/ADCF-Interco269-WEB.pdf>

Les intercommunalités se posent désormais comme l'interlocuteur privilégié des professionnels de santé de leur territoire, mais dans quel but ?

- Quel rôle pour les intercommunalités dans le domaine de la santé ?
- Interview du Docteur Claude Leicher, président de la Fédération nationale des communautés professionnelles territoriales en santé
- Mobilisation contre les inégalités de santé

La santé mentale [Dossier]

Cahiers français, 03/2022, n° 426, p. 16-92

- Santé mentale et société
- Politiques publiques et organisation de la prise en charge de la santé mentale en France
- Politiques de psychiatrie et de santé mentale de l'après-guerre à nos jours
- La santé mentale des populations vulnérables
- La dépression, un problème majeur de santé publique
- Les addictions : pathologie de notre époque ?
- Comment généraliser la prévention des troubles en santé mentale

<https://www.vie-publique.fr/catalogue/283899-la-sante-mentale>

Communiquer auprès des publics handicapés / JOUBERT Marie-Agnès

Scène (la), 03/2022, n° 104, p. 144-145

- L'accessibilité numérique
- Soigner l'accueil et la médiation

Architecture et aménagement des espaces [Dossier] / LE GAT Marie-Paule

Métiers de la petite enfance, 03/2022, n° 303, p. 11-26

- Les aménageurs de la petite enfance
- Organiser l'espace pour soutenir le développement moteur de la naissance à la marche
- Des pistes pour mieux concilier lieu d'accueil et lieu de travail
- Aménager le couloir de la crèche, une expérience aussi riche qu'inattendue
- Repenser l'espace pour les tout-petits à domicile
- Ergonomie et prévention de la maltraitance

L'étranger / LONG Martine, BLUTEAU Philippe, BURRIEZ Delphine, DEFERT Francois-Julien, JACQUEMOIRE Philippe, HEDIN Bertrand

Actualité Juridique. Collectivités Territoriales, 03/2022, n° 3, p. 130-147

Souviens-toi que tu as été étranger... ».

L'injonction est biblique. Elle n'en demeure pas moins salutaire à l'heure où l'Union européenne s'apprête à accueillir plusieurs milliers d'ukrainiens. Les collectivités, au regard de leurs différentes compétences, seront amenées à jouer un rôle dans leur accueil et intégration (AJCT 2022. 124 s.).

Ce sera très certainement le cas en matière de scolarisation des enfants qui, comme le souligne François-Julien Defert dans ce dossier, constitue un droit et une obligation, notamment rappelés par des circulaires ministérielles depuis 1984.

Martine Long de son côté reviendra plus globalement sur le droit aux prestations sociales pour les étrangers. Une question qui véhicule tout un imaginaire et qui s'avère être d'une « importance pratique cruciale en termes de droits humains et de dispositifs ».

Delphine Burriez s'attardera quant à elle sur la loi du 7 février 2022 relative à la protection des enfants, dont le titre VII tend à « mieux protéger les mineurs non accompagnés », et à son impact pour les départements.

La question des funérailles du défunt étranger (B. Hédin) sera également abordée, tout comme celle de l'état civil et du choix du nom à donner à l'enfant lorsque l'un des parents est de nationalité étrangère (Ph. Jacquemoire).

Enfin, Philippe Bluteau reviendra sur la participation des étrangers aux élections et consultations locales

[Retour sommaire](#)

Engagement et participation démocratique des jeunes

Conseil économique et social, 03/2022, 123 p.

<https://www.vie-publique.fr/rapport/284347-engagement-et-participation-democratique-des->

Le lien entre les jeunes, les institutions et les représentants élus s'est profondément distendu, comme en témoigne le taux d'abstention record chez les 18-24 ans aux élections régionales et départementales de juin 2021. Pourtant, les jeunes générations ne sont ni moins engagées ni moins intéressées par la politique que leurs aînées. Cet engagement se manifeste moins par les urnes, mais de plus en plus par d'autres voies : pétitions en ligne, manifestations, boycott, diffusion de contenu en ligne, etc.

Les préconisations du Conseil économique, social et environnemental pour favoriser l'engagement des jeunes et leur participation aux élections et à la vie démocratique s'articulent autour des axes suivants :

- renforcer l'apprentissage de la démocratie dès le plus jeune âge,
- mettre les jeunes au centre des politiques publiques qui les concernent,
- faciliter les modalités d'inscription sur liste électorale et encourager le déplacement aux urnes,
- revitaliser la pratique de la démocratie, la redevabilité de la part des élus et élues et le renouvellement des instances politiques, pour renouer la confiance.

Développer les mobilités actives pour lutter contre la perte d'autonomie / ZULESI Jean, 03/2022, 50 p.

<https://solidarites-sante.gouv.fr/actualites/presse/communiqués-de-presse/article/developper-les->

Ce rapport, fruit d'une mission confiée à Jean-Marc Zulesi par le Gouvernement en novembre 2021, vise à développer les mobilités actives pour lutter contre la sédentarité et retarder la dépendance des personnes âgées en perte d'autonomie et des personnes en situation de handicap. Les mobilités actives participent également à limiter le risque de chutes invalidantes chez les personnes âgées.

La protection de l'enfance : un système réinterrogé en permanence [Dossier]

Revue française de service social, 03/2022, n° 284, p. 9-90

- 1ère partie - Quels enjeux pour le système de protection de l'enfance
- Le cadre juridique de la protection de l'enfance : réalités et enjeux
- A quel moment la protection de l'enfance ne sera plus une variable d'ajustement des politiques publiques
- En finir avec la violence institutionnelle ?
- De la complémentarité de l'engagement individuel et de la pensée collective en protection de l'enfance
- 2e partie - Comment prendre en compte la parole de l'enfant ? Quel accompagnement adapté lui proposer ?
- La parole de l'enfant
- "Enfermé.e.s dehors !" - Quelle place pour l'acte et le temps de la relation
- La prévention spécialisée : une mission de protection de l'enfance en constante évolution
- 3e partie - Comment concilier au mieux protection de l'enfance et placement ?
- L'album de vie des enfants placés : un acte de naissance qui reste à écrire
- Les enfants placés et l'idéologie du retour
- Evolution inquiétante des établissements de l'aide sociale à l'enfance

Politique de la ville - Pour un pacte de confiance durable entre l'Etat et nos collectivités / FRANCE URBAINE, 02/2022, 12 p

https://franceurbaine.org/sites/franceurbaine.org/files/documents/franceurbaine_org/ok_contribution_

Par cette contribution commune et transpartisane à l'attention des candidats à l'élection présidentielle, l'Association des Maires de France et des présidents d'intercommunalité, l'Association des Maires d'Île-de-France, l'Association des Petites Villes de France, France urbaine, Villes de France et Ville & Banlieue font un état des lieux factuel de la situation dans les quartiers, recensant les mesures efficaces tout en formulant des propositions concrètes pour améliorer le quotidien des Français.

Ils proposent aussi un pacte de confiance durable entre l'Etat et les collectivités, avec des engagements réciproques sur les enjeux, la méthode, la gouvernance et plusieurs axes thématiques structurants tels que la réussite éducative, l'insertion et l'emploi, la sécurité, la santé ou encore le logement.

[Retour sommaire](#)

Covid et intervention sociale : crise sanitaire-crise sociale [Dossier]

Vie sociale, 2022, n° 37, p. 7-204

1- L'impact de la gestion de la pandémie sur le travail social et médico-social

- Comment la crise liée au Covid-19 a bouleversé les pratiques professionnelles des travailleurs sociaux et posé la question de leur devenir

- Les représentations de professionnels d'une association à la suite de la gestion du premier confinement

- Confrontées à l'inédit, des institutions en pleine aventure, des travailleurs sociaux imaginatifs...

2 - Les difficultés, les manques, les incohérences constatées, la participation des personnes concernées

- Covid-19 : un révélateur du traitement social de la vieillesse

- Nos jeunes enfants à l'ère de la pandémie

- Quelques nouvelles du dehors... Récit d'une expérience d'accompagnement et de direction extraordinaire

- Les étudiants en mobilité internationale face au coronavirus

- Retentissement psychologique de la pandémie sur les individus et les organisations collectives

3 - Perspectives

- Pour ne pas gâcher la crise !

- Droits d'urgence et les victimes de violences conjugales à l'épreuve de la crise sanitaire

- La parole et la participation des personnes concernées en temps de gestion de crise

- Désirer en temps d'incertitude

<https://www.cairn.info/revue-vie-sociale-2022-1.htm?contenu=presentation>

[Retour sommaire](#)



Pour aller plus loin...

+ Sites internet



En réponse à la crise du Covid-19, le labo du CNFPT a lancé la "Riposte créative territoriale" dès mars 2020, à l'initiative de membres de la communauté de l'innovation publique territoriale ([retrouvez l'appel initial](#)).

L'objectif ? Co-construire, avec les collectivités territoriales, les réponses formatives innovantes pour faire face à ces défis complètement inédits, en mobilisant l'intelligence collective.

Comment développer des modes d'apprentissage dans l'urgence, pour des solutions créatrices de valeur sociale pour le service public territorial et la démocratie locale ?

<https://ripostecreativeterritoriale.xyz>

LABSOLU, Laboratoire d'Innovation Publique de la Région des Pays de la Loire

propose « L'innovation publique : un guide pratique pour agir différemment »

<https://fr.calameo.com/read/002150178c5e448cf3d1d>

Territoires audacieux, 2019

Territoires-Audacieux.fr est dédié à la valorisation des initiatives à impact positif issues des collectivités publiques. Son objectif ? Mettre en lumière tous ceux qui osent, sur leur territoire, mettre en place des projets innovants....

<http://www.territoires-audacieux.fr/>

Le numérique en Loire-Atlantique

Le Département de Loire-Atlantique a mis en place une politique ambitieuse de développement numérique sur son territoire. Objectif : promouvoir un numérique citoyen, accessible et solidaire.

<https://numerique.loire-atlantique.fr>

«Thinkerview est un groupe indépendant issu d'Internet, très différent de la plupart des think tanks qui sont inféodés à des partis politiques ou des intérêts privés.»

<https://thinkerview.com>

Territoires conseil

Base d'expériences de la Banque des Territoires (Caisse des dépôts)

<https://www.banquedesterritoires.fr/collectivites-epl>

La 27^{ème} Région

<http://www.la27eregion.fr/>

LaBase, laboratoire d'innovation publique en Nouvelle-Aquitaine, porté par le Secrétariat Général pour les Affaires Régionales (SGAR), la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement (DREAL), le Département de la Gironde et Bordeaux Métropole.

<https://www.facebook.com/LaBaseNA>

M3 La prospective de la Métropole de Lyon

<http://www.millenaire3.com>

- + Pour vous permettre d'approfondir certaines thématiques, le réseau des documentalistes du CNFPT vous propose des Lettres d'Information Documentaire mensuelles. Ces lettres, au nombre de 14, traitent des informations relatives aux différents champs de l'action publique locale
Vous avez la possibilité de vous y abonner gratuitement sur le Wikiterritorial du CNFPT en cliquant [ici](#)

[Retour sommaire](#)



La boîte à outils de l'intelligence collective / ARNAUD Beatrice, CAHN Sylvie

Dunod, 2021, 192 p.

Des fiches opérationnelles au quotidien. Une structure graphique pour maîtriser l'essentiel en un seul coup d'œil. Des auto-évaluations et des cas d'entreprise pour passer à l'action. Poser le cadre général, faire grandir sa posture de leader, générer les conditions pour faciliter les groupes, construire la vision partagée, apprendre à se développer en équipe, développer des manières de travailler collaboratives, adopter une nouvelle gouvernance.

47-100488 MAN 21 B

La boîte à outils de la pensée visuelle / LHUILLIER Beatrice, TSIANG Caroline

Dunod, coll : BOITE A OUTILS (LA), 2021, 187 p.

La pensée visuelle permet d'associer les mots et les images afin de renforcer la puissance de vos messages. Synthétique et dynamique, elle rend concret ce qui est abstrait, en complétant la pensée analytique qui caractérise l'écrit. Mais elle fait plus encore : elle permet de penser différemment, think different, valeur ajoutée inestimable dans le monde de l'entreprise.

Quels outils utiliser et dans quels contextes ? Comment les mettre en œuvre pour en maximiser l'efficacité ? Facilitation graphique, graphic recording, scribing, sketchnoting, vidéo-scribing, visualisation de données, vous aideront à analyser, synthétiser, apprendre et mémoriser.

Impliquer, co- créer, partager, structurer, mémoriser, tels sont les principaux bénéfices de la pensée visuelle !

47-100489 IF 12 B

Gestion de projet. Savoir cadrer le projet, mobiliser ses équipes projet, gérer les risques / MADERS Henri-Pierre

Eyrolles, coll : EYROLLES LEARNING, 2021, 174 p

Proche des besoins du lecteur, proposant des exemples inspirants et les conseils des meilleurs en gestion de projet, l'ouvrage présente les fondamentaux en la matière. Il présente également les éléments de conduite du changement imbriqués au projet, de sa phase amont à sa phase aval. Il présente enfin les compétences relationnelles et comportementales indispensables pour réussir en gestion de projet.

L'ouvrage ouvre également la gestion de projet à des disciplines connexes : gestion du portefeuille de projets de l'entreprise, management de l'équipe projet, conduite du changement, audit de projet, plan qualité de projet. Fortement outillée, il permettra au lecteur de : savoir cadrer un projet, mobiliser efficacement ses équipes projet, savoir gérer efficacement les risques.

47-100487 MAN 15 G

Une journée dans le cerveau d'Anna : Notre quotidien décrypté par les neurosciences / CHOKRON Sylvie

Eyrolles, 2020, 229 p.

Anna est une jeune citadine active. Du lever au coucher, à chaque étape de sa journée, nous partageons son quotidien et nous découvrons petit à petit que son cerveau est aux commandes. Comment agit-il ? En quoi notre psychologie s'articule avec notre activité cérébrale ? Par quel miracle des réactions chimiques ou électriques peuvent aboutir à des émotions, des pensées, des perceptions ou des actions ? Ce sont toutes ces questions que ce livre vient éclaircir, de façon originale, sensible et concrète.

Chaque chapitre est consacré à une notion précise, que l'auteure propose d'approfondir en fin d'ouvrage par la présentation vivante des dernières recherches en neurosciences. Suivez Anna et comprenez enfin comment fonctionne votre cerveau !

47-100484 SH 1 J

[Retour sommaire](#)

Le guide de l'innovation frugale : Les 6 principes clés pour faire mieux avec moins / RADJOU Navi, PRABHU Jaideep

Diateino éditions, 2019, 382 p.

CREER ENSEMBLE UN MONDE MEILLEUR AVEC PEU DE RESSOURCES ? C'EST POSSIBLE ! En plein essor mondial, l'innovation frugale est un mouvement éclairé de cocréation de valeurs qui répond à l'urgence à la fois écologique et sociale. Il s'agit de développer des produits et services de qualité abordables et durables qui ont un impact positif sur la société et la planète, tout en consommant le moins de ressources possible et sans polluer.

Cette stratégie de croissance révolutionnaire repose sur plusieurs tendances de fond (la consommation collaborative, l'économie circulaire et régénératrice, le mouvement des makers) et des technologies de rupture (l'intelligence artificielle, l'impression 3D). Dans ce livre, écrit par les auteurs du best-seller L'Innovation Jugaad, vous trouverez les six principes clés pour faire mieux avec moins dans tous secteurs d'activités.

Ce guide contient plus de 100 bonnes pratiques et 50 cas inspirants d'entreprises pionnières et de start-up révolutionnaires qui vous pousseront à l'action, que vous soyez dirigeant, manager, entrepreneur, ou salarié. "Navi Radjou et Jaideep Prabhu démontrent comment - et pourquoi - le concept d'innovation frugale a rapidement évolué d'un simple slogan des écoles de commerce à un impératif stratégique pour toutes les entreprises.

L'innovation frugale est une idée - et un livre - dont l'heure est venue." Paul Polman, ancien PDG d'Unilever, président d'ICC, de B Team, et vice-président du Pacte Mondial des Nations Unies

47-100483 EC 0 G

Les 130 règles d'or pour mieux collaborer à distance : Plongez dans le grand bain du télétravail / DE BERNARDY Alexia

Marabout, 2021, 223 p.

Comment avoir envie de se lever le matin pour rejoindre une réunion en visio avec huit personnes ayant activé le mode "silencieux" ? Comment remplacer les discussions informelles qui soudent les équipes autour d'un café avant de démarrer dans le vif du sujet ? Comment vérifier que son auditoire est embarqué quand on ne voit pas la moue de son collègue qui exprime un doute ? Depuis plus d'un an, le quotidien de millions de français a basculé dans le grand bain du télétravail.

Oui n'est pas toujours sans remous. Car la coopération à distance relève du team spirit, du management, du relationnel, et non des seules techniques pour travailler à distance. Ce livre vous propose 130 bonnes pratiques pour : maintenir la motivation quand on ne se voit pas ; gérer des projets à distance ; animer des réunions virtuelles.

47-100485 TR 3 R

22-111238-1

Métropoles mobiles : Défis institutionnels et politiques de la mobilité dans les métropoles françaises / FLONNEAU Mathieu, HURE Maxime, PASSALACQUA Arnaud

Presses universitaires de Rennes, 2021, 228 p.

Sous l'effet récent d'un coup de baguette magique législatif, la plupart des grandes agglomérations françaises sont devenues des métropoles reconnaissant ainsi une réalité à l'oeuvre depuis plusieurs décennies. Mais le changement de vocabulaire n'est qu'une étape vers une gestion plus intégrée de territoires aux tensions très fortes du fait des pratiques de mobilité, en leur sein, comme à leur périphérie. Comment peuvent se faire écho les nouvelles échelles de gestion politique de ces mobilités et les pratiques sociales ? A l'écart des controverses et avec recul historique, cet ouvrage fait le choix d'observer plusieurs territoires français confrontés à ces questions. Il se fonde sur des cas diversifiés, de l'incontournable exception parisienne à des situations plus courantes, comme celle de Brest ou de territoires ruraux polarisés par des centres urbains pourtant distants, pour lesquels l'automobilisme joue toujours un rôle majeur.

47-100486 AM 1 M

[Retour sommaire](#)

**Violences sexuelles. En finir avec l'impunité / RONAI Ernestine, DURAND Edouard
Dunod, 2021, 232 p.**

Les violences sexuelles sont un phénomène de très grande gravité et de grande ampleur. Ce livre paraît au moment où la société appelle à une meilleure protection des victimes.

L'écart est encore immense entre les faits de violences sexuelles et les condamnations des agresseurs. Il n'est pas excessif de considérer que cela constitue un système d'impunité pour les agresseurs.

L'objectif de ce livre est de mieux comprendre les différentes formes de violences sexuelles (viol et agression sexuelle, prostitution, violences au travail, mutilations sexuelles féminines, inceste) et leur impact sur les victimes afin de promouvoir des pratiques professionnelles protectrices. Pour cela il était nécessaire de faire appel aux professionnels les plus reconnus dans leurs différents champs de compétence.

47-100668 SO 224 V

**Vieillir dans une société connectée. Quels enjeux pour le vivre ensemble ? / PITAUD Philippe
Eres, coll : PRATIQUES DU CHAMP SOCIAL, 2021, 168 p.**

Les technologies numériques ont investi nos espaces quotidiens et bien évidemment celui des personnes âgées, des retraités : déclarations numériques à effectuer, utilisation d'un ordinateur, d'un téléphone portable, disparition des guichets dans les banques, dans les gares, remplacés par des machines, etc. Nous sommes à un tournant de cette révolution et nous devons prendre garde à ne laisser personne sur le bord de la route.

La période de crise pandémique a mis en exergue les préoccupations liées au vivre ensemble, à l'isolement, à la solitude, aux méfaits de l'illectronisme avec ses laissés pour compte du tout numérique mais aussi ses bienfaits en terme de communication pour celles et ceux qui savent l'utiliser. Elle pose également la question du maintien de la citoyenneté dans toutes ses formes d'expression et à tous les âges de la vie, des échanges entre les générations, du partage du tout et du rien ensemble.

Confinement, déconfinement, reconfinement ont contribué à l'exclusion des personnes les plus fragilisées dont certaines par l'avancée en âge. Ce livre amène à réfléchir sur notre monde qui se replie, de manière insidieuse sur les échanges virtuels. Comment préserver le lien social indispensable pour nos aînés fragilisés dans cette société connectée ?

47-100662 SO 33 V

Cette Lettre d'Information Documentaire est réalisée par le réseau des documentalistes du CNFPT

Certains articles ne sont accessibles en ligne que sur abonnement.

[Retour sommaire](#)

Bulletin documentaire

Edité par l'INSET, rue du Nid de Pie, CS 62020, 49016 Angers Cedex 1
www.cnfpt.fr

Directrice de publication : **Marion Leroux**

Responsable du centre de ressources : **Bérangère Guillet**

Conception et réalisation : **Bérangère Guillet, Marie-Christine Marchand**

Tél. : 02 41 22 41 46

© 2022 CNFPT/ INSET D'ANGERS

[Retour sommaire](#)